

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

31 octobre 2006

NOTE DE POLITIQUE GÉNÉRALE

**du ministre
des Affaires étrangères (*)**

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

31 oktober 2006

ALGEMENE BELEIDSNOTA

**van de minister van
Buitenlandse Zaken (*)**

Documents précédents :

Doc 51 **2706/ (2006/2007) :**
001 à 004 : Notes de politiques générale.

(*) Conformément à l'article 111 du Règlement de la Chambre des représentants, le ministre des Affaires étrangères a transmis sa note de politique générale.

Voorgaande documenten :

Doc 51 **2706/ (2006/2007) :**
001 tot 004 : Beleidsnota's.

(*) Overeenkomstig artikel 111 van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers heeft de minister van Buitenlandse Zaken zijn beleidsnota overgezonden.

<i>cdH</i>	: Centre démocrate Humaniste
<i>CD&V</i>	: Christen-Democratisch en Vlaams
<i>ECOLO</i>	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales
<i>FN</i>	: Front National
<i>MR</i>	: Mouvement Réformateur
<i>N-VA</i>	: Nieuw - Vlaamse Alliantie
<i>PS</i>	: Parti socialiste
<i>sp.a - spirit</i>	: Socialistische Partij Anders - Sociaal progressief internationaal, regionalistisch integraal democratisch toekomstgericht.
<i>Vlaams Belang</i>	: Vlaams Belang
<i>VLD</i>	: Vlaamse Liberalen en Democraten

Abréviations dans la numérotation des publications :

<i>DOC 51 0000/000 :</i>	<i>Document parlementaire de la 51e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif</i>
<i>QRVA :</i>	<i>Questions et Réponses écrites</i>
<i>CRIV :</i>	<i>Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)</i>
<i>CRABV :</i>	<i>Compte Rendu Analytique (couverture bleue)</i>
<i>CRIV :</i>	<i>Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)</i>
<i>PLEN :</i>	<i>Séance plénière</i>
<i>COM :</i>	<i>Réunion de commission</i>
<i>MOT :</i>	<i>Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)</i>

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :

<i>DOC 51 0000/000 :</i>	<i>Parlementair document van de 51e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer</i>
<i>QRVA :</i>	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>
<i>CRIV :</i>	<i>Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)</i>
<i>CRABV :</i>	<i>Beknopt Verslag (blauwe kaft)</i>
<i>CRIV :</i>	<i>Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)</i>
<i>PLEN :</i>	<i>Plenum</i>
<i>COM :</i>	<i>Commissievergadering</i>
<i>MOT :</i>	<i>Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)</i>

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Commandes :
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Bestellingen :
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.deKamer.be
e-mail : publicaties@deKamer.be

INTRODUCTION

L'idée du monde qui va de plus en plus mal est très répandue. La récente poussée de violence au Moyen-Orient ou les tests nucléaires en Corée du Nord renforcent cette image. Jamais les missions de maintien de la paix des Nations Unies n'ont paru aussi importantes qu'aujourd'hui.

Mais des développements porteurs d'espoir se dessinent également.

Quand des historiens examineront cette époque cruciale, ils constateront certainement que c'est exactement en ce moment que des millions de personnes se hissent de la pauvreté et bénéficient d'opportunités inespérées. Ce qui se passe en Chine, en Inde et dans beaucoup d'autres pays d'Asie ou d'Amérique Latine, est particulièrement déterminant pour l'histoire de ce siècle. Il ne semble en effet pas que les pays pauvres deviennent inéluctablement de plus en plus pauvres et que la pauvreté croisse de manière mécanique dans les pays en voie de développement. La rapidité de la croissance du commerce mondial et l'augmentation du libre-échange, mènent mondialement à une prospérité sans précédent. On constate, même une croissance économique ces dernières années en Afrique.

La prospérité croissante ne mène pas automatiquement à la disparition de tous les conflits. L'effondrement de l'Union soviétique et la disparition de l'opposition Est-Ouest n'a pas eu de conséquences pacifiques partout dans le monde et a mené à des conflits aux paramètres très divergents, allant de l'ex-Yougoslavie au Congo. Il y a pourtant des tendances très claires. Ainsi, il est évident qu'une approche intelligente et mûrement réfléchie du monde islamique est d'une importance cruciale pour les décennies à venir.

Il semble également très clair que l'engagement continu de notre pays pour le multilatéralisme, est le bon choix. Ces dernières années, nous avons vu qu'une intervention unilatérale pouvait peut-être offrir une issue à court terme pour certains, mais qu'elle ne pouvait pas donner de réponse durable à la complexité actuelle du monde.

Pour faire des choix, des principes clairement formulés et des points de départ cohérents sont indispensables. Cependant, ces principes doivent être transformés en résultats concrets, car la pratique est la pierre angulaire de toute politique. Une politique sans résultats ne mérite pas ce nom. C'est pourquoi un «volontarisme réaliste» doit former le fondement de notre politique étrangère.

INLEIDING

De idee dat het met de wereld steeds slechter gaat, is wijd verspreid. De recente opstoot van geweld in het Nabije Oosten of de nucleaire tests in Noord-Korea versterken dat beeld. Nooit zijn er meer VN-vredesmissies nodig gebleken.

Toch vallen er ook zeer hoopvolle ontwikkelingen op te tekenen.

Als historici later naar dit tijdsgewricht zullen kijken, stellen ze ongetwijfeld vast dat uitgerekend nu honderden miljoenen mensen uit de armoede klauteren en onverhoopte kansen krijgen. Wat zich afspeelt in China, in India en in vele andere Aziatische en Latijns-Amerikaanse landen is zonder meer bepalend voor de geschiedenis van deze eeuw. Het blijkt inderdaad niet zo te zijn dat de arme landen onvermijdelijk steeds armer worden en dat de armoede in de ontwikkelingslanden op mechanische wijze toeneemt. De snel groeiende wereldhandel en meer vrijhandel, brengt wereldwijd welvaart op een nooit geziene schaal. Zelfs in Afrika wordt de jongste jaren economische groei opgetekend.

Groeiende welvaart leidt niet automatisch tot het verdwijnen van alle conflicten. De ineenstorting van de Sovjetunie en het wegvallen van de Oost-West-tegenstelling had niet overal even vreedzame gevolgen en leidde tot conflicten met erg uiteenlopende parameters, van ex-Joegoslavië tot Congo. Toch tekenen zich enkele duidelijke tendensen af. Zo is het duidelijk dat een intelligente en weldoordachte benadering van de Islamwereld cruciaal is in de komende decennia.

Even duidelijk blijkt het volgehouden engagement van ons land voor het multilateralisme de juiste keuze. De afgelopen jaren is immers gebleken dat unilateraal optreden voor sommigen misschien op korte termijn een uitweg lijkt te bieden, maar absoluut geen blijvend antwoord kan geven op de huidige complexiteit van de wereld.

Bij het maken van keuzes zijn duidelijk geformuleerde principes en coherente uitgangspunten onontbeerlijk. Deze principes moeten echter in concrete daden omgezet worden. De praktijk is immers de toetssteen van elke politiek. Een beleid zonder concrete resultaten is die naam niet waard. Daarom moet een *realistisch voluntarisme* de hoeksteen vormen van ons buitenlands beleid.

Ce volontarisme réaliste ne peut réussir que si un pays construit *sans cesse* sa crédibilité. Sans cette *continuité*, notre politique étrangère perd substantiellement de sa puissance et de son efficacité. Un pays plus grand peut probablement se permettre plus de liberté d'action, mais pour un pays comme la Belgique, il est crucial de *se tenir à des points de départ et à des objectifs bien définis*.

1. L'Europe

La période difficile dans laquelle l'Union européenne s'est retrouvée en mai 2005 après le rejet du Traité Constitutionnel par la France et les Pays-Bas persiste. Le Conseil européen de juin 2006 n'a pas permis la percée qu'on espérait. Cependant, on a décidé de reprendre le fil de l'action durant la première moitié de l'année prochaine sur base d'un rapport de la présidence allemande qui devrait aboutir à des décisions définitives sous la présidence française au cours de la deuxième moitié de 2008.

Par conséquent, le climat général au sujet de l'Union européenne, qui fêtera son cinquantième anniversaire en mars 2007, restera peut-être incertain durant quelque temps. Quelques décisions importantes ont toutefois été prises durant l'année passée, parmi lesquelles le budget pluriannuel 2007-2013.

Les perspectives pour cette année et l'année prochaine pour l'économie et l'emploi sont prometteuses pour la plupart des Etats Membres. C'est aussi le cas pour les nouveaux Etats Membres dans lesquels le processus d'adhésion à l'Union européenne se déroule bien, malgré les poussées ici et là de populisme et d'instabilité politique. L'élargissement vers l'Europe centrale et l'Europe de l'Est s'est avéré jusqu'à présent un succès tant sur le plan économique que politique

En outre, la politique étrangère européenne a gagné en dynamisme et en visibilité.

L'impasse constitutionnelle et les issues possibles

Jusqu'à présent, quinze pays dont la Belgique ont ratifié le Traité Constitutionnel, deux l'ont rejeté et les pays restants ne s'apprêtent pas vraiment à ratifier celui-ci. Quelques pistes ont déjà été élaborées pour sortir de l'impasse actuelle. Une stratégie souvent évoquée est celle d'un mini-traité rédigé à court terme qui contiendrait surtout les réformes institutionnelles de la Constitution pour approuver ensuite un deuxième traité sur les modifications du contenu des compétences de fond de l'Union. Certes, les questions institutionnelles devien-

Dit realistisch voluntarisme heeft slechts kans op slagen als een land *voortdurend* werkt aan zijn geloofwaardigheid. Zonder *continuïteit* verliest ons buitenlands beleid substantieel aan slagkracht. Een groter land kan zich wellicht iets meer bewegingsvrijheid veroorloven, maar voor een land als België is het van cruciaal belang *vast te houden aan welomschreven uitgangspunten en doelstellingen*.

1. Europa

De moeilijke periode waarin de Europese Unie aanbelandde in mei 2005 na de verwerping door Frankrijk en Nederland van het Grondwettelijk Verdrag, duurt nog steeds verder. De Europese Raad van juni 2006 leverde niet de verhoopte doorbraak op. Wel werd beslist om in de eerste helft van volgend jaar de draad weer op te nemen op basis van een rapport van het Duitse voorzitterschap dat tijdens de tweede helft van 2008 onder Frans voorzitterschap zou moeten uitmonden in uiteindelijke beslissingen.

Het algemene klimaat rond de Europese Unie, die in maart 2007 vijftig wordt, zal dus wellicht nog een tijd onzeker blijven. Het afgelopen jaar werden wel enkele belangrijke beslissingen genomen zoals deze over de meerjarenbegroting 2007-2013.

In de meeste Lidstaten zijn er voor dit jaar en volgend jaar goede vooruitzichten voor de economie en de werkgelegenheid. Dit is ook het geval voor de nieuwe Lidstaten waarvan het inpassingsproces in de Unie vlot verloopt, ondanks de opstoot hier en daar van populisme en politieke instabiliteit. De uitbreiding naar Centraal- en Oost-Europa is tot dusver een, zowel economisch als politiek, groot succes gebleken.

Tevens heeft het Europees buitenlands beleid aan slagvaardigheid en zichtbaarheid gewonnen.

De constitutionele impasse en mogelijke uitwegen

Vijftien landen, waaronder België, hebben totnogtoe het Grondwettelijk Verdrag goedgekeurd, twee hebben het verworpen en de overige Lidstaten maken weinig aanstalten om het te ratificeren. Er zijn reeds een aantal pistes ontwikkeld om uit de huidige impasse te geraken. Een vaak verwoorde strategie is dat op korte termijn een miniverdrag wordt uitgewerkt, dat vooral de institutionele hervormingen van de Grondwet zou omvatten, om nadien in een later stadium een tweede verdrag goed te keuren over de wijzigingen aan de inhoud

dront prioritaires après l'élargissement à vingt-sept pays, mais l'équilibre général que représente la Constitution ne doit pas être perdu de vue. La Belgique continuera à œuvrer pour préserver le continu du traité Constitutionnel, même si des aménagements peuvent être apportés à sa forme. La possibilité de laisser tomber certaines propositions dans le Traité devrait mener à la recherche d'un autre point d'équilibre, éventuellement en ajoutant des éléments nouveaux. Entre temps, la Belgique incitera les Etats Membres, n'ayant pas encore ratifié le Traité Constitutionnel, de le faire. Plus le soutien à la Constitution est grand, plus on devra tenir compte de son contenu en cherchant des issues à l'impasse.

L'Europe des projets

Si l'Union européenne veut s'appuyer sur une plus grande confiance de la part de ses citoyens, elle devra prouver son efficacité dans des dossiers concrets qui tiennent à cœur à la population. Ce point de vue que nous émettions déjà il y a plus d'un an est à la base de «l'Europe des projets» annoncé par le Conseil européen en juin 2006.

Il est essentiel pour la crédibilité de l'Union dans les mois à venir, que ces 'projets' puissent mener à des résultats clairs, que ce soit en matière de politique européenne énergétique, d'innovation, d'immigration, de coopération judiciaire et politique ou de renforcement de la politique étrangère. Il convient aussi d'intensifier les initiatives dans des domaines prioritaires tels que le renforcement de la dimension sociale de l'Union européenne.

La Belgique y contribuera activement sur base des mérites de ces dossiers et pour mieux gagner la sympathie de l'opinion publique envers l'Europe. Des réussites concrètes auront, sans aucun doute, des effets positifs au cours des prochains débats au sujet de la Constitution.

Intégration différenciée et la zone euro

La Belgique a toujours affirmé qu'elle voulait en principe approfondir l'Union avec l'ensemble des Etats Membres. Cependant, si ceci semble impossible – et avec le nombre croissant d'adhérents et les préférences politiques divergentes, ce scénario est de plus en plus probable – le gouvernement tentera d'élargir la coopération avec les états membres qui le veulent et qui le

delijke bevoegdheden van de Unie. Het is zeker zo dat met de uitbreiding tot zevenentwintig landen de institutionele vraagstukken het dringendst zijn maar het algemene evenwicht dat de Grondwet vertoont mag niet uit het oog worden verloren. België zal ervoor blijven ijveren dat de essentiële punten van het Grondwettelijk Verdrag gevrijwaard worden, met vormelijke aanpassingen indien nodig. Het mogelijks laten vallen van sommige beschikkingen van het Verdrag moeten leiden tot het zoeken naar een ander evenwicht, eventueel door nieuwe elementen op te nemen. Ondertussen zal België de Lidstaten die het Grondwettelijk Verdrag nog niet geratificeerd hebben aansporen dit te doen. Hoe groter de steun voor de Grondwet, hoe meer men in de zoektocht naar uitwegen uit de impasse rekening zal moeten houden met haar inhoud.

Het Europa der projecten

Wil de Europese Unie kunnen steunen op een groter vertrouwen van haar burgers dan is het nodig dat de Unie haar meerwaarde bewijst in concrete dossiers waar de bevolking om bekommerd is. Deze zienswijze, die wij reeds meer dan een jaar geleden hebben geponeerd, ligt ten grondslag aan het 'Europa der projecten' dat de Europese Raad van juni 2006 aankondigde.

Voor het geloof in de Unie is het nu essentieel dat de volgende maanden in deze 'projecten' duidelijke resultaten kunnen worden voorgelegd, of het nu gaat over Europees energiebeleid, innovatie, immigratie, gerechtelijke en politieke samenwerking of de versterking van het buitenlandse beleid. Het komt er ook op aan om de initiatieven te activeren op gebieden die prioritair zijn zoals de versterking van de sociale dimensie van Europa.

België zal hieraan actief meewerken omwille van de merites van deze dossiers en om de Europese gezindheid van de bevolking te verbeteren. Concrete successen zullen ongetwijfeld positief afstralen op de aanstaande debatten over de Grondwet.

Gedifferentieerde integratie en de eurozone

België heeft steeds gesteld dat het in beginsel met alle Lidstaten te samen de Unie wenst te verdiepen. Als dit evenwel onhaalbaar blijkt - en met het sterk gestegen Ledenaantal en meer uiteenlopende beleidsvoorkeuren dreigt dit vaker het geval te worden – zal de regering trachten de samenwerking uit te breiden met die Lidstaten die willen en kunnen. Deze strategie heeft

peuvent. Cette stratégie a déjà prouvé son efficacité par le passé, comme dans le cas de l'union monétaire ou de la zone Schengen.

La différenciation est parfois le seul moyen d'avancer. L'instrument de la coopération renforcée prévu dans le Traité doit être d'avantage exploré.

Il existe par exemple de bons arguments économiques pour renforcer une 'gouvernance' économique et sociale commune, au sein de la zone euro, tant en ce qui concerne la politique macro-économique et budgétaire que pour l'exécution des réformes structurelles nécessaires pour une croissance plus élevée et pour l'emploi. La Belgique continuera à stimuler le débat à ce sujet.

Politique étrangère européenne

La politique étrangère européenne a été particulièrement visible ces derniers mois. Il y a eu le rôle moteur du Haut représentant Solana dans la négociation avec l'Iran concernant son programme d'enrichissement nucléaire; les forces militaires EUFOR pour le Congo et la grande participation de troupes européennes dans le renforcement de la mission des Nations Unies au Liban.

L'élaboration d'une politique étrangère puissante est très prometteuse parce qu'elle répond à une demande claire, venant aussi bien du reste du monde que de notre propre opinion. Par conséquent, le défi est de prévoir dans un futur proche les moyens financiers, le personnel et les procédures nécessaires afin de pouvoir répondre à ces grandes attentes.

Grâce à l'augmentation du budget annuel de la PESC jusqu'à 250 millions EUR pour les sept ans à venir, un pas significatif a été fait sur le plan financier. En ce qui concerne les forces civiles et militaires il y a les objectifs globaux pour respectivement 2008 et 2010 pour lesquels la Belgique devra encore faire de gros efforts. D'autre part, en attendant la création d'un poste de Ministre européen des Affaires Etrangères et d'un Service européen externe comme le Traité Constitutionnel le présuppose, nous pouvons et nous devons œuvrer en faveur de certaines mesures concrètes proposées par la présidence finlandaise pour l'amélioration de la coopération entre la Commission, le Conseil et les services diplomatiques nationaux.

haar deugdelijkheid in het verleden al bewezen, zoals in het geval van de muntunie en de Schengenzone.

Differentiatie is soms de enige weg om vooruit te gaan. Het in het verdrag voorziene instrument van 'versterkte samenwerking' moet verder worden verkend.

Er bestaan echter goede economische argumenten om binnen de eurozone de gemeenschappelijke economische en sociale 'governance' te versterken, zowel voor wat betreft het macro-economische, budgettaire beleid als voor het doorvoeren van de noodzakelijke structurele hervormingen voor een hogere groei en werkgelegenheid. België zal trachten hierover het debat blijven aanzwengelen.

Europees buitenlands beleid

De afgelopen maanden heeft het buitenlands beleid van Europa in de kijker gestaan. Zo was er de leidinggevende rol van Hoog Vertegenwoordiger Solana in de onderhandeling met Iran over haar nucleair verrijkingsprogramma; de EUFOR troepenmacht voor DR Congo en het grote aandeel van Europese troepen in de versterking van de VN-missie in Libanon.

De uitbouw van een sterk Europees buitenlands beleid is zeer beloftevol omdat het beantwoordt aan een duidelijke vraag uit hoofde van zowel de rest van de wereld als van de eigen publieke opinie. De uitdaging is derhalve in de nabije toekomst de nodige financiële middelen, personeel en procedures te voorzien om aan deze hoge verwachtingen te kunnen voldoen.

Met de verhoging van het jaarlijks GBVB-budget tot 250 miljoen EUR voor de komende zeven jaar werd een betekenisvolle stap gezet op financieel gebied. Inzake civiele en militaire mankracht zijn er de 'headline goals' voor respectievelijk 2008 en 2010 waarvoor België nog grote inspanningen zal dienen te leveren. Anderzijds kan en moet in afwachting van de creatie van de post van Europees Minister van Buitenlandse Zaken en de Europese Externe Dienst, zoals vooropgesteld in het Grondwettelijk Verdrag, werk gemaakt worden van een aantal door het Fins voorzitterschap voorgestelde concrete maatregelen ter verbetering van de samenwerking tussen Commissie, Raad en nationale diplomatieke diensten.

Elargissement

Avec l'adhésion de la Roumanie et la Bulgarie l'année prochaine, la vague d'élargissement vers l'Europe Centrale et l'Europe de l'Est prendra fin. Par contre, l'élargissement de l'Union n'est cependant pas encore terminé. Les négociations avec la Croatie et la Turquie ont commencé l'année passée et l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine a été reconnue comme Etat candidat. En outre, l'Union a affirmé en 2003 que tous les pays des Balkans de l'Est pourraient, à terme, devenir membre de l'Union.

La Belgique tient à respecter cette promesse et souhaite continuer les négociations avec la Croatie et la Turquie de manière correcte. Nous devons offrir à ces deux pays la possibilité de prouver qu'ils répondent à tous les critères, y compris les aspects politiques des critères dits de Copenhague. Ceci comprend évidemment aussi la reconnaissance de tous les autres Etats Membres. A court terme, la Turquie devra ratifier l'élargissement de son union douanière avec l'Union européenne vers tous les nouveaux Etats Membres, y compris Chypre, sinon une suspension du moins partielle des négociations d'adhésion devient inévitable.

L'élargissement rapide de l'Union a des conséquences importantes sur les dépenses et le fonctionnement des institutions de l'Union et influence aussi la discussion concernant la finalité du projet européen. C'est pourquoi la question de la capacité d'absorption de l'Union se pose, en d'autres mots, de savoir si l'Union est encore capable d'absorber de nouveaux pays.

Ce sujet sera débattu au cours du Conseil européen de décembre 2006. La Belgique considère en tous cas qu'il ne faut pas fixer de nouvelles conditions aux Etats candidats. D'autre part, il est crucial de préserver la capacité du processus décisionnel de l'Union. Les améliorations institutionnelles deviennent très urgentes à vingt-sept et sont indispensables dans la perspective des nouvelles adhésions.

Globalisation et commerce mondial

L'économie mondiale connaît une croissance extraordinaire ces dernières années, ce qui a permis à des millions de personnes, principalement en Asie, de sortir de la pauvreté. La globalisation est dans sa totalité une bonne chose pour les pays en voie de développement et le monde développé, même s'il ne faut pas oublier que dans notre propre société la globalisation fait aussi des perdants. Ils doivent être aidés par une politique du travail active afin qu'ils puissent s'adapter

Uitbreiding

Met de toetreding van Roemenië en Bulgarije volgend jaar is de grote verruimingsgolf naar Centraal- en Oost-Europa beëindigd. Daarmee is evenwel de uitbreiding van de Unie niet voltooid. De onderhandelingen met Kroatië en Turkije zijn vorig jaar van start gegaan en de VJR Macedonië wordt als kandidaat-lidstaat erkend. Bovendien heeft de Unie in 2003 gesteld dat alle landen van de Westelijke Balkan op termijn lid van de Unie kunnen worden.

België wenst deze belofte te respecteren en de onderhandelingen met Kroatië en Turkije op correcte wijze verder te zetten. Beide landen moet de kans geboden worden te bewijzen dat ze alle vereisten, inclusief de politieke aspecten van de zgn. Kopenhagen criteria, vervullen. Dit houdt uiteraard ook de erkenning van alle andere Lidstaten in. Op korte termijn dient Turkije de uitbreiding van haar douane-unie met de EU tot alle nieuwe Lidstaten, ook Cyprus, te ratificeren, zoniet wordt opschorting, althans ten dele, van de toetredings-onderhandelingen onvermijdelijk.

De snelle uitbreiding van de Unie heeft belangrijke gevolgen voor de uitgaven en de werking van de instellingen van de Unie en beïnvloedt ook de discussie omtrent de finaliteit van het Europese project. Daardoor rijst de vraag naar de absorptiecapaciteit van de Unie, m.a.w. of de Unie zelf in staat is nog nieuwe landen op te nemen.

Het debat hierover zal tijdens de Europese Raad van december 2006 gevoerd worden. Voor België kunnen alvast geen nieuwe voorwaarden aan kandidaat-Lidstaten gesteld worden. Anderzijds is het cruciaal dat de besluitvormingscapaciteit van de Unie wordt gevrijwaard. Institutionele verbeteringen zijn met zevenentwintig reeds hoogdringend en zijn onontbeerlijk in het perspectief van nieuwe toetredingen.

Globalisering en wereldhandel

De wereldeconomie kent de laatste jaren een enorme, nooit geziene, groei waardoor miljoenen mensen, vooral in Azië, de armoede achter zich hebben kunnen laten. De globalisering is in zijn geheel genomen een goede zaak voor de ontwikkelingslanden en de ontwikkelde wereld, hoewel we niet blind mogen zijn voor het feit dat binnen onze eigen samenleving de globalisering ook verliezers oplevert. Zij moeten door een actief werkgelegenheidsbeleid geholpen worden om zich met

fructueusement aux nouvelles circonstances résultant du commerce et des investissements internationaux, comme le prévoit la déclaration gouvernementale du 17 octobre.

La stabilité et la paix durable ne s'obtiennent pas sans investir dans le développement socio-économique et le renforcement de la solidarité avec les pays en développement.

A cet égard, les priorités de la Belgique sont la réalisation des OMD, un dialogue franc et constructif avec le Sud et les acteurs de la société civile, la coordination avec les autres bailleurs de fond, l'évaluation des mécanismes du développement, la recherche des sources alternatives de financement et l'élargissement des annulations de dettes aux PMA hors HIPC.

Le grand essor de l'économie mondiale pourra être poursuivi si le cycle de Doha pour la libéralisation du commerce mondial aboutit à un succès, en construisant sur les résultats partiels de Hongkong.

La Belgique est partisane d'un système multilatéral qui encadre le commerce mondial de règles incontournables et qui tient compte du niveau de développement de chaque membre.

Au sein de l'UE, la Belgique plaidera pour un accord avec un juste équilibre entre les engagements en matière de libéralisation de l'agriculture, de l'industrie et des services. A travers cet accord et suite à l'accord européen «Tout sauf les armes» les pays les plus pauvres sont discriminés positivement.

La problématique du commerce mondial reste un point d'attention important. La concertation au sein de l'OMC fait intégralement partie de la politique étrangère et est étroitement liée à la problématique de la globalisation. Le commerce, le développement, le respect des normes sociales et environnementales sont étroitement liés les uns aux autres.

2. Moyen-Orient et Afrique du Nord

Le Moyen- et le Proche-Orient sont déchirés par une crise. L'enlèvement par le Hezbollah de deux soldats israélien et la réaction militaire à grande échelle d'Israël, le conflit (armé) entre Israël et la Palestine, l'instabilité de l'Iraq et les ambitions nucléaires de l'Iran alimentent le climat actuel de méfiance et d'insécurité.

succes aan de door internationale handel en investeringen gewijzigde omstandigheden aan te passen, zoals dit voorzien is in de regeringsverklaring van 17 oktober.

Stabiliteit en duurzame vrede kunnen niet gerealiseerd worden zonder socio-economische ontwikkeling en een versterkte solidariteit met de ontwikkelingslanden.

Op dit vlak liggen de prioriteiten van België bij de realisatie van de Millenium doelstellingen, bij een eerlijke en constructieve dialoog met het Zuiden en de vertegenwoordigers van de «civil society», coördinatie met de donoren, de evaluatie van de financieringsmechanismen, het zoeken naar alternatieve financieringsmogelijkheden en het uitbreiden van de schuld-kwijtschelding aan de minst ontwikkelde landen buiten de HIPC.

De hoge vlucht van de wereldeconomie kan worden bestendig indien, bouwend op de partiële resultaten van Hong Kong, de Doha-ronde voor de verdere vrijmaking van de wereldhandel tot een goed einde kan gebracht worden.

België is voorstander van een multilateraal systeem dat de wereldhandel met afdwingbare regels omkadert en dat rekening houdt met de ontwikkelingsgraad van elk lid.

In EU verband zal België pleiten voor een akkoord dat een billijk evenwicht vertoont tussen de verbintenissen inzake de liberalisering van de landbouw, de industrie en van de diensten. Daarbij worden de armste landen, in navolging van het Europese «*Everything But Arms*» akkoord, positief gediscrimineerd.

De problematiek van de wereldhandel blijft een belangrijk aandachtspunt. Het overleg binnen de WTO maakt integraal deel uit van het buitenlands beleid en is nauw verbonden met de globaliseringproblematiek. Handel, ontwikkeling, eerbied voor sociale en milieunormen zijn met elkaar verstrengeld.

2. Midden-Oosten en Noord-Afrika

Het Nabije en Midden-Oosten worden verscheurd door crisis. De ontvoering door Hezbollah van 2 Israëlische soldaten en de grootschalige militaire reactie van Israël, het (gewapend) conflict tussen Israël's en Palestijnen, de instabiliteit in Irak en de nucleaire ambities van Iran voeden het heersende klimaat van wantrouwen en onzekerheid.

La modernisation, la libéralisation et la démocratisation sont d'une importance vitale pour les développements futurs des pays des régions du Maghreb, du Mashrek et du Golfe ainsi que pour la sécurité de L'Europe.

La Belgique est une fervente partisane du multilatéralisme. Une Union européenne énergique peut avoir du poids sur l'agenda politique international, peut être un moteur au sein du quartet (UE, Nations Unies, Etats Unis, Russie) et peut encourager d'autres partenaires à s'investir pour la paix durable, la stabilité et le développement.

Le Proche-Orient

Le conflit entre Israël et le Hezbollah a démontré la volatilité du Statu Quo dans la région. Le renforcement des forces de maintien de la paix des Nations Unies pour le Liban (UNIFIL) – avec entre autre presque 400 militaires belges – est un premier pas essentiel. La souveraineté du Liban doit être rétablie conformément aux conditions des résolutions 1559 et 1680 des Nations Unies. La Syrie et l'Iran maintiennent leur capacité de perturbation de ce processus; des signaux positifs de la part de Damas et Téhéran doivent être testés. Une solution politique définitive doit tenir compte des relations internes du Liban et du contexte régional plus large.

La victoire électorale du Hamas a profondément secoué la politique palestinienne et a complètement redéfini les relations internationales avec les Autorités Palestiniennes. L'attention immédiate est portée sur la libération du soldat israélien enlevé par le Hamas, la libération des mandataires élus du Hamas et arrêtés par Israël et la fin des opérations militaires dans la Bande de Gaza. La formation d'un gouvernement d'unité nationale serait un élément positif dans la normalisation graduelle des relations internationales avec l'Autorité palestinienne.

L'Union européenne restera fortement présente sur le terrain. Le Mécanisme international temporaire (TIM) permet de continuer l'aide et l'assistance à la population palestinienne. EUBAM Rafah se charge du fonctionnement du poste frontalier entre la Bande de Gaza et l'Egypte. EUPOL COPPS se concentre sur la réforme des services de police palestiniens. L'Union européenne doit se tenir prête à répondre positivement aux développements favorables.

Le «roadmap» est une alternative claire à un unilatéralisme défaillant. La mise en œuvre du plan par

Modernisering, liberalisering en democratisering zijn van vitaal belang voor de toekomstige ontwikkeling van de landen van de Maghreb-, Mashrek- en Golfregio, én voor de veiligheid van Europa.

België is een fervente voorstander van het multilateralisme. Een daadkrachtige Europese Unie kan wegen op de internationale politieke agenda, kan de stuwende kracht zijn binnen het Kwartet (EU, VN, VS, Rusland) en kan andere partners aanmoedigen zich in te zetten voor duurzame vrede, stabiliteit en ontwikkeling.

Nabije-Oosten

Het conflict tussen Israël en Hezbollah heeft de volatiliteit aangetoond van het status quo in de regio. De versterking van de VN-vredesmacht voor Libanon (UNIFIL) - o.a. met bijna 400 Belgische militairen - vormt een eerste essentiële stap. De soevereiniteit van Libanon moet worden hersteld conform de bepalingen van VN resoluties 1559 en 1680. Syrië en Iran behouden hun capaciteit om dit proces te verstoren; positieve signalen vanwege Damascus en Teheran moeten worden getest. Een definitieve politieke oplossing moet rekening houden met de interne Libanese verhoudingen en met de bredere regionale context.

De verkiezingsoverwinning van Hamas heeft het Palestijnse politieke landschap grondig door elkaar geschud en de internationale betrekkingen met de Palestijnse Autoriteit volledig hertekend. De onmiddellijke aandacht gaat naar de vrijlating van de ontvoerde Israëlische soldaat door Hamas, de vrijlating van de gearresteerde Hamas-mandatarissen en –verkozenen door Israël en het beëindigen van de militaire operaties in de Gazastrook. De vorming van een regering van nationale eenheid kan een positief element zijn bij een graduele normalisering van de internationale betrekkingen met de Palestijnse Autoriteit.

De Europese Unie blijft sterk aanwezig op het terrein. Het Tijdelijk Internationaal Mechanisme (TIM) maakt de verderzetting van de hulp en assistentie aan de Palestijnse bevolking mogelijk. EUBAM Rafah houdt toezicht op het functioneren van de grenspost tussen de Gazastrook en Egypte. EUPOL COPPS richt zich op de hervorming van de Palestijnse politiediensten. De Europese Unie moet klaar staan om positief in te spelen op gunstige ontwikkelingen.

De «Road Map» vormt een duidelijk alternatief voor het falende unilateralisme. De uitvoering van het

étapes par les parties doit se poursuivre minutieusement, pour que les infractions et/ou le progrès puissent être constatés. Une Conférence Internationale a du sens à partir du moment où toutes les parties concernées sont prêtes à négocier et à accepter une proposition globale de paix pour l'ensemble du Proche-Orient.

Moyen-Orient

Le processus de transition politique en Iraq s'est formellement achevé avec les élections parlementaires démocratiques de décembre 2005. Le soutien de l'Union européenne y a ajouté une légitimité supplémentaire. Néanmoins, le processus constitutionnel n'a pas mené à un large consensus. L'Iraq ne peut pas sombrer d'avantage dans la guerre civile. L'encouragement de la réconciliation nationale constitue une priorité absolue. La violence fanatique et les nombreuses représailles doivent cesser, les institutions politiques doivent devenir plus représentatives, la capacité de l'armée, de la police et de l'appareil judiciaire doit être renforcé et les capacités de gestion essentielles doivent être développées.

En outre, l'Union européenne peut jouer un rôle d'appui dans la reconstruction d'un Iraq pacifique, prospère et démocratique.

L'Iran est une puissance régionale et souhaite acquérir le statut nucléaire (plus d'informations ci-dessous). Le poids politique, économique, culturel, religieux et militaire de l'Iran se fait sentir à travers le Proche- et le Moyen-Orient, et même en Asie. L'instabilité en Iraq et en Afghanistan a renforcé la position de l'Iran. Le Président Ahmadinejad mène une politique extérieure confrontationnelle. Il n'est pas toujours soutenu par l'ensemble des structures de pouvoir iraniennes, malgré un large soutien pour les ambitions régionales et l'attitude indépendante de l'Iran. Un mélange intelligent de politique d'encouragements et de sanctions pourrait influencer positivement l'analyse coût-bénéfices des structures de pouvoir iraniennes.

Région du Golfe

La répartition inégale de la population, les richesses économiques et la puissance militaire ont compliqué la coopération régionale entre les pays de la Région du Golfe. L'Union européenne ne peut pas fournir d'alternative aux garanties de sécurité américaines, mais offre une expérience de 50 ans d'intégration européenne. Les six pays du Conseil de Coopération du Golfe se préparent à une union monétaire en 2010. Cette intégration monétaire créera le sentiment de nécessité d'une

Stappenplan door de partijen moet nauwgezet worden opgevolgd, zodat inbreuken en/of vooruitgang kunnen worden vastgesteld. Een Internationale Conferentie is zinvol wanneer alle betrokken partijen bereid zijn te onderhandelen en een omvattende vredesregeling voor het Nabije-Oosten te aanvaarden.

Midden-Oosten

Het politieke transitieproces in Irak werd formeel afgerond met de democratische parlementsverkiezingen van december 2005. De steun van de Europese Unie heeft hieraan bijkomende legitimiteit verleend. Het grondwettelijk proces heeft echter niet geleid tot een brede consensus. Irak mag niet verder afglijden naar een burgeroorlog. Het bevorderen van nationale verzoening vormt de absolute prioriteit. Het fanatiek geweld en de talrijke wraakacties moeten ophouden, de politieke instellingen moeten representatiever worden, de capaciteit van leger, politie en rechtsapparaat moet worden versterkt en de vereiste bestuurscapaciteiten moeten worden ontwikkeld.

De Europese Unie kan verder een ondersteunende rol vervullen bij de heropbouw van een vreedzaam, welvarend en democratisch Irak.

Iran is een regionale grootmacht en wenst een nucleaire status te verwerven. (verder meer hierover) Het politieke, economische, culturele, religieuze en militaire gewicht van Iran laat zich voelen doorheen het Nabije- en Midden-Oosten, en zelfs Azië. De instabiliteit in Irak en Afghanistan heeft de positie van Iran nog versterkt. President Ahmadinejad voert een confrontationeel buitenlands beleid. Hij wordt hierin niet altijd gevolgd door de voltallige Iraanse machtsstructuren, ondanks een zeer breed draagvlak voor de regionale ambities en de onafhankelijke opstelling van Iran. Een intelligente beleidsmix van aanmoedigen en sancties kan de kosten-batenanalyse van de Iraanse machtsstructuren gunstig beïnvloeden.

Golfregio

De ongelijke verdeling van bevolking, economische rijkdommen en militaire macht heeft de regionale samenwerking tussen de landen van de Golfregio bemoeilijkt. De Europese Unie kan geen alternatief bieden voor Amerikaanse veiligheids garanties, maar biedt de ervaring van meer dan 50 jaar Europese integratie. De zes landen van de Golf Samenwerkingsraad bereiden zich voor op een monetaire unie tegen 2010. Deze monetaire integratie zal de noodzaak laten voelen voor bijko-

harmonisation fiscale et économique supplémentaire. La perspective d'une meilleure coopération régionale pourrait être un exemple pour le Proche- et le Moyen-Orient.

Energie, économie et développement

Les relations économiques avec les pays des régions du Maghreb, du Mashrek et du Golfe dépendent de l'évolution des marchés pétroliers, de l'amélioration des conditions pour entreprendre et investir et de la relance économique de l'Union européenne. Aujourd'hui, 5 sociétés pétrolières représentent $\frac{1}{4}$ de la production mondiale et la $\frac{1}{2}$ des réserves mondiales de pétrole brut. La gestion est souvent peu transparente et politiquement motivée. La croissance économique de ces pays se déplace de plus en plus du secteur public vers le secteur privé. Quelques pays y répondent de manière appropriée. Le Maroc et la Tunisie ont fourni des efforts importants pour améliorer le climat pour les investissements; l'Égypte a approuvé un agenda de réforme ambitieux. La relance économique de l'Union européenne – qui représente 70% de l'exportation (sans pétrole brut) – doit être une motivation pour améliorer compétitivité dans les différentes industries d'exportation.

Euromed – un espace commun de paix, de stabilité et de prospérité

Le processus de Barcelone est un forum unique, basé sur le dialogue et la coopération. Une approche indirecte et progressive stimule la prise de conscience qu'un renforcement de la bonne gouvernance, de l'état de droit, de la démocratie, de l'économie, de l'enseignement etc. est important. La démocratie ne peut pas tout simplement être imposée de l'extérieur. Une population doit développer son propre mode de société et d'administration, suivant son rythme et de manière pacifique. La participation politique et sociale peut être encouragée et soutenue par le biais de projets allant droit au but.

3. Afrique sub-saharienne

En général

Conformément à la déclaration gouvernementale du 14 juillet 2003, l'Afrique et l'Afrique Centrale en particulier continuent d'être une priorité de notre politique étrangère. Dans cette partie du monde, notre expertise peut faire une différence importante.

mende fiscale en economische harmonisatie. Het perspectief van meer regionale samenwerking kan een voorbeeld zijn voor het Nabije- en Midden-Oosten.

Energie, economie en ontwikkeling:

De economische relaties met de landen van de Maghreb-, Mashrek- en Golfregio zijn afhankelijk van de evolutie van de oliemarkten, de verbetering van het ondernemings- en investeringsklimaat en de economische heropleving in de Europese Unie. Vandaag vertegenwoordigen vijf nationale oliemaatschappijen $\frac{1}{4}$ van de wereldproductie en $\frac{1}{2}$ van de wereldvoorraden van ruwe olie. Het management is vaak weinig transparant en politiek gestuurd. De economische groei in deze landen verschuift meer en meer van de publieke naar de private sector. Enkele landen spelen hier gepast op in. Marokko en Tunesië hebben belangrijke inspanningen geleverd om het ondernemings- en investeringsklimaat te verbeteren; Egypte heeft een ambitieuze hervormingsagenda goedgekeurd. De economische heropleving in de Europese Unie – goed voor 70% van de export (zonder ruwe olie) – moet een motivatie zijn voor bijkomende competitiviteitsverbeteringen in de verschillende export-industrieën.

Euromed – een gemeenschappelijke ruimte van vrede, stabiliteit en welvaart

Het Barcelona proces is een uniek forum, gebaseerd op dialoog en samenwerking. Een indirecte en incrementele aanpak stimuleert de bewustwording dat de versterking van het goed bestuur, de rechtsstaat, de democratie, de economie, het onderwijs, e.a. belangrijk zijn. Democratie kan niet zomaar van buitenaf worden opgelegd. Een bevolking moet zijn eigen samenlevings- en bestuursvorm kunnen ontwikkelen, volgens zijn eigen ritme en op een vreedzame manier. Politieke en maatschappelijke participatie kunnen worden aangemoedigd en ondersteund via doelgerichte projecten.

3. Centraal-Afrika

Algemeen

Conform de regeringsverklaring van 14 juli 2003 blijven Afrika en Centraal-Afrika in het bijzonder een prioriteit in ons buitenlands beleid. In dit deel van de wereld kan onze expertise een belangrijk verschil maken.

Cependant, la Belgique souscrit au principe de l'appropriation par l'Afrique de son destin, que nous devons appuyer en aidant le continent à se doter des capacités nécessaires. Les pays africains sont tenus à s'engager et, ensuite, à respecter leurs engagements, notamment en ce qui concerne la bonne gouvernance.

Notre action sur place est guidée par la nécessité de contribuer à la paix, à la reconstruction de la société et au rétablissement des structures de l'Etat. Sans paix, stabilité et bonne gouvernance, aucun développement durable n'est envisageable. Cette approche a été confirmée par nos Chefs d'Etat et de Gouvernement à NY en septembre 2005 et rejoint l'approche de l'Union africaine et du NEPAD (*New Partnership for Africa's Development*).

Notre politique en Afrique est multidimensionnelle. Sur le plan intérieur, elle est formée principalement par les contributions des Affaires étrangères, de la Coopération au développement et de la Défense. Sur le plan extérieur, elle est menée en étroite concertation avec nos partenaires internationaux, principalement l'Union européenne et les Nations Unies, concernant les opérations de maintien de la paix, l'embargo et la lutte contre le trafic d'armes et l'exploitation illégale des ressources naturelles.

Perspective régionale

La Belgique est partisane d'une plus grande implication de l'Union africaine dans la recherche de solutions pour les problèmes du continent. Je me réjouis à cet égard des efforts déployés par des pays comme l'Afrique du Sud et l'Angola dans l'appui à la réforme du secteur de sécurité en RDC.

La dimension régionale de notre engagement se manifeste en premier lieu dans la Région des Grands Lacs où notre action s'effectue au niveau bilatéral, européen et onusien. Elle se manifeste également au travers d'une relance de la Communauté économique des Pays des Grands Lacs afin de renforcer les relations de confiance et de coopération entre les trois pays concernés.

De plus, la Conférence internationale des Grands Lacs reçoit notre soutien actif. Nous espérons, en effet, que cette conférence établira les bases d'une nouvelle dynamique de coopération régionale, dans la paix et pour le développement.

België vertrekt van het principe dat Afrika zijn lot in eigen handen moet nemen. Wij moeten onze steun verlenen door het continent te helpen bij de verwerving van de capaciteiten die deze verantwoordelijkheid vereist. De Afrikaanse landen moeten zich engageren en die engagementen ook nakomen, met name met betrekking tot behoorlijk bestuur.

Onze acties ter plaatse zijn geënt op ons engagement voor vrede, wederopbouw van de samenleving en herstel van staatsstructuren. Zonder vrede, stabiliteit en goed bestuur, is geen enkele vorm van duurzame ontwikkeling denkbaar. Deze aanpak werd bevestigd door onze Staatshoofden en Regeringsleiders in NY in september 2005 en stemt overeen met de benadering van de Afrikaanse Unie en NEPAD (*New Partnership for Africa's Development*).

Ons beleid in Afrika is multidimensioneel. Intern krijgt dit beleid vorm door de inbreng van Buitenlandse Zaken, Ontwikkelingssamenwerking en Defensie. Op extern vlak voeren we nauw overleg met onze internationale partners, in het bijzonder met de Europese Unie en de Verenigde Naties, aangaande vredesoperaties, embargo's en de strijd tegen de wapenhandel en de illegale exploitatie van grondstoffen.

Regionale invalshoek

België is voorstander van een grotere betrokkenheid van de Afrikaanse Unie bij het zoeken naar oplossingen voor de problemen waarmee het continent te kampen heeft. Ik verheug me in dit opzicht over de inspanningen die worden geleverd door landen als Zuid-Afrika en Angola voor de steun aan de hervorming van de veiligheidssector in de DRC.

De regionale dimensie van ons engagement uit zich in de eerste plaats in de Regio van de Grote Meren waar we onze actie voeren op bilateraal, Europees en VN niveau. Ze uit zich ook in de herlancering van de Economische Gemeenschap van de Landen van de Grote Meren teneinde de vertrouwensrelaties en samenwerking tussen de drie betrokken landen te versterken.

Daarenboven krijgt de Internationale Conferentie van de Grote Meren onze actieve steun. We hopen immers dat deze Conferentie de basis zal leggen voor een nieuwe dynamiek van regionale samenwerking, in vrede en voor ontwikkeling.

République Démocratique du Congo (RDC)

J'ai toujours eu la conviction que la voie démocratique constituait la seule issue possible pour la RDC. Hors il est clair que la RDC est devant des défis impressionnants en ce qui concerne la mise en place d'institutions démocratiques: adoption d'une nouvelle constitution, organisation de deux scrutins présidentiels, d'élections parlementaires et régionales et l'installation de l'assemblée nationale, première assemblée démocratiquement élue depuis 40 ans.

L'accompagnement de la Communauté internationale fut crucial pour éviter les dérapages pendant la transition et le processus électoral. La population a placé un grand espoir dans le processus démocratique et attend de celui-ci un impact rapide sur son niveau de vie. Le nouveau régime congolais devra prendre ses responsabilités afin de s'occuper vite, à travers la bonne gouvernance, des énormes défis en matière de reconstruction du pays, de développement économique et de réhabilitation des infrastructures. C'est pourquoi je continue de plaider auprès de nos principaux partenaires pour la nécessité d'un mécanisme après la transition.

La réforme du secteur de la sécurité (intégration et réforme de l'armée, de la police et de la justice) devra continuer de recevoir une attention particulière de notre part. Il faudra aussi mener à bien le processus de désarmement, de démobilisation et de réinsertion des combattants. Je me réjouis que l'Union européenne soit disponible à coordonner, en collaboration avec l'ONU, les efforts internationaux dans ce domaine après la Transition.

Burundi

Après les élections démocratiques qui ont mis fin à la transition au Burundi, la population burundaise et la communauté internationale plaçaient de grands espoirs dans les perspectives de stabilité et de développement de ce pays. Il ne faudrait toutefois pas que ces espoirs soient déçus. L'attitude actuelle du gouvernement envers la presse et l'opposition ainsi que sa gestion des institutions publiques mettent en cause l'évolution du processus démocratique. En tant que principal donateur, la Belgique met tout en œuvre pour consolider l'évolution démocratique et renforcer son potentiel de développement. Elle a confirmé cette attitude lors de la première session de la *Peace Building Commission* et de notre Commission mixte. L'accord récent de cessez-le-feu avec le FNL, dernier groupe rebelle actif, représente par ailleurs un développement positif.

Democratische Republiek Congo (DRC)

Ik ben er steeds van overtuigd geweest dat het democratische pad, de enige mogelijke oplossing was voor de DRC. Het is echter duidelijk dat de DRC voor indrukwekkende uitdagingen staat wat betreft het tot stand komen van democratische instellingen: goedkeuring van een nieuwe grondwet, organisatie van twee presidentsverkiezingen, parlementaire en regionale verkiezingen en de inrichting van de Nationale Vergadering, de eerste democratisch verkozen vergadering in 40 jaar.

De begeleiding van de Internationale Gemeenschap was van cruciaal belang om te vermijden dat de transitie en het verkiezingsproces uit de hand zouden lopen. De bevolking heeft veel hoop gevestigd in het democratisch proces en verwacht dat het snel impact zal hebben op de levenskwaliteit. Het nieuwe Congolese regime zal zijn verantwoordelijkheden moeten nemen om snel, via behoorlijk bestuur werk te maken van de enorme uitdagingen inzake de heropbouw van het land, de economische ontwikkeling en de herstelling van de infrastructuur. Ik blijf daarom bij onze voornaamste partners pleiten voor de noodzaak van een begeleidingsmechanisme voor na de transitie.

De hervorming van de veiligheidssector (integratie en hervorming van het leger, de politie en justitie) mag onze bijzondere aandacht niet verliezen. Het proces voor ontwapening, demobilisatie en wederopname van de strijders moet ook tot een goed einde gebracht worden. Ik ben verheugd dat de Europese Unie bereid is om na de transitie, in samenwerking met de VN, de internationale inspanningen hieromtrent te coördineren.

Burundi

Na de democratische verkiezingen die een eind maakten aan de transitie in Burundi, verwacht de bevolking van Burundi en de internationale gemeenschap vooruitzichten van stabiliteit en ontwikkeling in het land. Deze verwachtingen mogen echter niet onbeantwoord blijven. De huidige houding van de regering tegenover de pers en de oppositie evenals haar beheer van de openbare instellingen zet de evolutie van het democratisch proces op de helling. Als voornaamste donor van Burundi zal België alles in het werk stellen om de democratische evolutie te consolideren en haar potentiële ontwikkeling te versterken. België zal deze houding bevestigen op de eerste zitting van de *Peace Building Commission* en van onze Gemengde Commissie. Het recent akkoord voor staakt-het-vuren met de FNL, de laatste actieve rebellengroep, vertegenwoordigt overigens een positieve evolutie.

Rwanda

Dans la foulée du référendum constitutionnel et des élections présidentielles et législatives de 2003, notre pays continue à soutenir le Rwanda dans son processus de démocratisation. Douze ans après le génocide, des avancées ont été réalisées dans la stabilisation et dans la réconciliation. Néanmoins, il est crucial que le gouvernement du Rwanda élargisse sa base démocratique et laisse d'avantage d'espace à la presse indépendante.

Dans ce processus, notre pays reste très attentif à la justice et à la réconciliation au Rwanda.

Au niveau régional, nous nous félicitons de l'attitude positive de ce pays face au processus électoral en RDC.

Autres pays d'Afrique

La Belgique reconnaît le rôle principal joué par l'Afrique du Sud en Afrique et en particulier dans les processus de paix en Afrique Centrale. De ce fait, nous souhaitons renforcer nos relations avec ce pays.

Avec le Bénin, la Belgique a construit un partenariat exemplaire pour des missions de maintien de la paix dans les tiers pays (Côte d'Ivoire et RDC).

La Belgique participe aux missions pour le maintien de la paix en Darfour et au Sud-Soudan. La crise humanitaire en Darfour continue à assombrir l'accord de paix signé en janvier entre le Nord et le Sud-Soudan.

4. Les relations avec les Etats-Unis

Les Etats-Unis sont en tant que puissance mondiale, un partenaire incontournable. Le renforcement et l'approfondissement de nos relations transatlantiques constituent une priorité importante de la politique du gouvernement. Nous avons réussi à tourner la page de relations plutôt tendues avec notre partenaire transatlantique et à reprendre une nouvelle coopération et un dialogue effectif. C'est important pour nos relations bilatérales mais aussi pour notre coopération dans des dossiers tels que l'Afrique Centrale et la Présidence de l'OSCE.

Dans ce contexte, nous pouvons également référer à la relance du dialogue transatlantique grâce à la proposition belge de Gymnich Transatlantique à l'exemple

Rwanda

Aansluitend op het grondwettelijk referendum en de parlementaire en presidentsverkiezingen van 2003, blijft ons land Rwanda steunen in zijn democratiseringsproces. Twaalf jaar na de genocide werd op het vlak van stabiliteit en verzoening vooruitgang geboekt. Dit neemt niet weg dat de Rwandese regering haar democratische basis moet uitbreiden en meer ruimte moet geven aan de onafhankelijke pers.

In dit alles blijft ons land veel aandacht besteden aan de rechtspraak en de verzoening in Rwanda.

Op regionaal niveau, feliciteren we de positieve houding van het land tegenover het verkiezingsproces in de DRC.

Andere Afrikaanse landen

België erkent de vooraanstaande rol die Zuid-Afrika speelt op het Afrikaanse continent en meer in het bijzonder in de vredesprocessen in Centraal Afrika. We wensen onze betrekkingen met dit land te versterken.

Met Benin heeft België een voorbeeldig partnerschap opgebouwd voor vredesmissies in derde landen (Ivoorkust en de DRC).

België neemt deel aan de vredesmissies in Darfur en in Zuid-Soedan. De humanitaire crisis in Darfur blijft een schaduw werpen op het vredesakkoord dat in januari getekend werd tussen Noord- en Zuid-Soedan.

4. Relaties met de Verenigde Staten

De Verenigde Staten zijn als wereldmacht een partner waar men niet om heen kan. De versterking en uitdieping van onze transatlantische relaties vormen een belangrijke prioriteit van het beleid van de regering. We zijn erin geslaagd de bladzijde van de eerder gespannen relaties met onze transatlantische partner om te draaien en een vernieuwde en effectieve dialoog en samenwerking aan te knopen. Dat is belangrijk voor onze bilaterale relaties, maar ook voor onze samenwerking in dossiers zoals Centraal-Afrika en het OVSE-voorzitterschap.

In dit verband kan eveneens verwezen worden naar de nieuwe impuls die de transatlantische dialoog heeft gekregen, mede dankzij het Belgische voorstel voor een

du Gymnich européen. Cette assemblée informelle des Ministres des Affaires Etrangères des pays de l'UE et de l'OTAN a déjà eu lieu quatre fois au cours de l'année passée, dont une fois à Bruxelles en décembre 2005. C'était une expérience positive pour toutes les parties.

De tels contacts informels entre les Ministres peuvent renforcer l'entente et la coopération transatlantique. Ils offrent aussi la possibilité de traiter des dossiers difficiles comme les vols secrets de la CIA, l'existence prétendue des prisons secrètes et le traitement des suspects de terrorisme.

Il est clair que ces dossiers ont un poids important sur les relations entre les Etats Unis et l'Europe et que notre approche dans ces dossiers diffère clairement de celle des Etats Unis et avec raison. C'est ce qu'on a fait clairement comprendre à notre partenaire américain. D'ailleurs, c'est également le cas pour l'approche de la situation en Irak et au Moyen-Orient.

Pourtant les Etats-Unis nous disent qu'ils ont besoin de leur partenaire européen et qu'une Europe plus unie et donc plus forte leur est utile.

Dans le cadre d'un dialogue fondé sur le respect mutuel, les Etats-Unis et l'Union européenne ont intérêt à harmoniser leurs efforts, afin de pouvoir réaliser leurs objectifs communs de paix, stabilité, prospérité et justice dans le monde.

5. Relations bilatérales

En tant que pays relativement petit, la Belgique dépend dans une large mesure de sa politique étrangère. La Belgique est en effet un pays exportateur. Imaginez-vous que 70% de notre PIB est généré de façon directe ou indirecte par les relations avec l'extérieur. L'attention portée à nos relations bilatérales avec nos voisins proches et avec l'étranger plus éloigné constitue donc une priorité. Par ailleurs, la coopération transfrontalière est une condition pour pouvoir résoudre des problèmes qui dépassent le contexte et les intérêts nationaux. Songez aux questions concernant la circulation, la sécurité ou l'environnement.

Nos voisins et la collaboration transfrontalière.

Conformément aux arrêts de la Cour d'arbitrage en date de 24 mai et 20 septembre 2005, le gouvernement belge continuera à s'occuper du dossier du Rhin de Fer.

Transatlantische Gymnich naar het voorbeeld van de Europese Gymnich. Deze informele bijeenkomst van de Ministers van Buitenlandse Zaken van de EU- en de NAVO-landen heeft het afgelopen jaar inmiddels al vier maal plaatsgevonden, waarvan in één keer in Brussel, in december 2005. Van alle zijden werd zij steeds als bijzonder nuttig ervaren.

Dergelijke informele contacten tussen de Ministers kunnen de verstandhouding en de samenwerking over de Atlantische Oceaan heen versterken. Ze bieden ook de gelegenheid om vaak moeilijke dossiers te bespreken zoals dat van de CIA-vluchten, het vermeende bestaan van geheime gevangenen en de behandeling van terreurverdachten.

Het is duidelijk dat dergelijke dossiers wegen op de relaties tussen de VS en Europa en dat onze aanpak in deze dossiers duidelijk verschilt van de Amerikaanse en terecht. Dat werd zeer duidelijk gemaakt aan onze Amerikaanse partner. Dit geldt trouwens eveneens voor de aanpak van de situatie in Irak en in het Midden-Oosten.

Nochtans geven de VS te kennen dat ze hun Europese partners nodig hebben en dat ze gebaat zijn bij een verenigd en dus sterker Europa.

De Verenigde Staten en de Europese Unie hebben er belang bij hun inspanningen op elkaar af te stemmen, in het kader van een dialoog gebaseerd op wederzijds respect. Zo kunnen de gemeenschappelijke doelstellingen van vrede, stabiliteit, welvaart en gerechtigheid in de wereld verwezenlijkt worden.

5. Bilaterale betrekkingen

Als relatief klein land hangt België in grote mate af van zijn buitenlands beleid. België is immers een exportland. Maar liefst 70% van ons BNP wordt rechtstreeks of onrechtstreeks gegenereerd door relaties met dat buitenland. De zorg voor onze bilaterale betrekkingen met onze burens en met het verdere buitenland is daarom een prioriteit. Grensoverschrijdende samenwerking is overigens een voorwaarde om problemen op te lossen die de nationale context en belangen overstijgen. Denk maar aan de vraagstukken i.v.m. verkeer, veiligheid of milieu.

Onze burens en de grensoverschrijdende samenwerking

De Belgische regering zal, conform de Arbitrage-uitspraken van 24 mei en 20 september jongstleden, het dossier van de IJzeren Rijn verder ter harte nemen. In

Dans le cadre du Programme TEN (Trans-European Networks), la Belgique oeuvrera pour un accord de cofinancement avec les Pays-Bas et l'Allemagne. En ce qui concerne la ligne TGV vers Cologne, le gouvernement belge continue à porter une attention particulière aux efforts allemands en matière du tracé sur leur territoire.

Pour ce qui est du dossier traitant l'approfondissement de l'Escaut occidental, le gouvernement continuera à soutenir de façon intense les efforts flamands et ce dans le cadre de ses compétences fédérales.

La Russie

En Russie, une nouvelle confiance en soi est perceptible, basée sur la position stratégique du pays dans le domaine de l'énergie et des ressources en pétrole et en gaz qui sont en hausse. Le pays tente de regagner sa position de force et a du mal à digérer que certaines anciennes républiques soviétiques tentent d'adhérer à l'Ouest. De plus au niveau interne, il y a certains développements inquiétants auxquels nous devons continuer d'être attentif.

La Russie a un rôle important à jouer dans les domaines de la stabilité et de la sécurité dans la région et dans de nombreux dossiers comme celui de la non-prolifération. Nous devons veiller à ce qu'elle y reste engagée.

C'est aussi pour cela que la Russie reste un partenaire stratégique important de l'UE et de notre pays et que le gouvernement restera un partisan convaincu du processus de rapprochement et de coopération entre la Russie d'une part et l'OTAN et l'UE d'autre part.

Au niveau bilatéral, le nouveau plan d'action (2005-2007), signé durant la visite du Président Putin à Bruxelles en septembre dernier, forme le cadre d'une coopération politique, économique et culturelle encore plus renforcée. Le gouvernement attache aussi de l'importance à l'activation de la Commission mixte avec la Russie. La commission aura lieu au début de l'année prochaine.

Les Balkans

L'Europe ne peut pas se permettre un échec dans les Balkans. La crédibilité politique et militaire européenne est en jeu. En outre, l'Europe a intérêt à ce que

het kader van het Europees TEN-programma (Trans-European Networks), zal België tevens streven naar een cofinancieringsakkoord met Nederland en Duitsland. Wat de HSL-lijn naar Keulen betreft, blijft de Belgische regering bijzondere aandacht besteden aan Duitse inspanningen inzake het tracé op hun grondgebied.

Voor het dossier van de verdieping van de Westerschelde zal de regering binnen het kader van haar federale bevoegdheden de Vlaamse inspanningen ter zake maximaal blijven ondersteunen.

Rusland

In Rusland is een nieuw zelfvertrouwen merkbaar gebaseerd op de strategische positie van het land op energievak en toenemende olie- en gasinkomsten. Het land tracht zijn voormalige machtspositie te herwinnen en heeft het er moeilijk mee dat een aantal voormalige sovjetrepublieken aansluiting willen zoeken bij het westen. Ook op intern vlak zijn er een aantal zorgwekkende ontwikkelingen waarvoor we bijzonder aandachtig moeten blijven.

Rusland heeft een belangrijke rol te vervullen op het vlak van stabiliteit en veiligheid in de regio en in tal van dossiers zoals dat inzake de non-proliferatie. We dienen ervoor te zorgen dat het daarin geëngageerd blijft.

Mede daarom is en blijft Rusland een belangrijke strategische partner van de EU en van ons land en is en blijft de regering sterk voorstander van het toenaderings- en samenwerkingsproces tussen Rusland enerzijds en de NAVO en de EU anderzijds.

Op bilateraal vlak vormt het actieplan (2005-2007), dat ondertekend werd tijdens het bezoek van President Poetin aan Brussel in september 2005, het kader voor verdere versterkte politieke, economische en culturele samenwerking. De regering vond het belangrijk de Gemengde Commissie met Rusland te activeren. Begin volgend jaar vindt een bijeenkomst plaats.

Balkan

Europa kan zich geen mislukking in de Balkan veroorloven. De Europese politieke en militaire geloofwaardigheid staat op het spel. Bovendien heeft Europa baat

la situation dans les Balkans soit stable et doit veiller à ce que l'anarchie et la criminalité y soient réduites.

Dans cette optique, l'intégration européenne constitue un atout important. Une bonne coopération des pays de la région avec le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) et le Procureur Del Ponte constitue, dans ce cadre, un élément clé.

La Belgique continue à insister pour que les initiatives diplomatiques, militaires et de police, prises par la communauté internationale et l'Union européenne, soient augmentées dans cette région. Nous soutenons cet engagement par le biais d'actions bilatérales. Notre pays participe aussi activement à la présence renforcée de l'Union européenne en Bosnie-Herzégovine et aux forces internationales au Kosovo.

L'année 2006 est une année-clé pour le statut final du Kosovo et en même temps pour la stabilité de la région. Notre pays croit que l'UE et l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) devront jouer un rôle important dans les négociations et la mise en œuvre finale de ce statut.

L'Asie

L'Asie est le continent le plus peuplé avec la plus grande croissance au monde. De plus en plus, la Chine joue un rôle de premier plan au niveau mondial. De même, l'Inde, la Malaisie, la Thaïlande et le Vietnam connaissent un succès grandissant. On s'attend à ce que cette tendance se poursuive. Le développement qui a eu lieu, à l'époque, au Japon, et plus tard en Corée et à Taiwan, s'accomplit maintenant dans le reste de l'Asie. Ces développements ont changé l'équilibre dans cette région et nous constatons que surtout la position renforcée de la Chine mène à des rivalités croissantes dans la région.

Cependant, la Belgique ne peut pas rester absente du continent asiatique. Le gouvernement est d'avis que nous devons nouer davantage de liens économiques avec l'Asie sous forme d'accords commerciaux et que nous devons également resserrer les liens culturels, politiques et sociaux.

A cet effet, plusieurs visites sont prévues dans différents pays dans la région, dont une visite au Pakistan, en Inde et au Népal au mois de novembre 2006.

bij een stabiele situatie in de Balkan waar wetteloosheid en criminaliteit teruggedrongen dienen te worden.

De Europese integratie vormt daarbij een belangrijke troef. Een goede medewerking van de landen in de regio met het Yoegoslaviëtribunaal (TPIY) en Procureur Del Ponte vormt daarbij een sleutelement.

België blijft aandringen op het opdrijven van de diplomatieke, militaire en politieke initiatieven van de internationale gemeenschap en de Europese Unie in de regio. Wij ondersteunen dit engagement via bilaterale acties. Ons land neemt ook actief deel aan de versterkte aanwezigheid van de Europese Unie in Bosnië-Herzegovina en de internationale troepenmacht in Kosovo.

2006 is een sleuteljaar voor het statuut van Kosovo en tegelijk ook voor de stabiliteit in de regio. Ons land meent dat de EU en de Organisatie voor Veiligheid en Samenwerking in Europa (OVSE) een belangrijke rol te spelen hebben in de onderhandelingen en de uiteindelijke tenuitvoerlegging van dit statuut.

Azië

Azië is het meest bevolkte en snelst groeiende continent ter wereld. China neemt een steeds prominentere rol in op wereldvlak, maar ook India, Maleisië, Thailand en Vietnam zijn in opmars. Verwacht wordt dat die trend zich doorzet. Wat destijds gebeurde in Japan, en later in Korea en Taiwan, voltrekt zich nu in de rest van Azië. Deze ontwikkelingen hebben het evenwicht in de regio verlegd en we stellen vast dat vooral de versterkte positie van China leidt tot toenemende rivaliteiten in de regio.

België kan en mag niet afwezig blijven op het Aziatische continent. De regering is van oordeel dat we niet alleen meer economische banden moeten aanknopen onder de vorm van handelsovereenkomsten, maar ook de culturele, politieke en sociale banden met Azië moeten aanhalen.

Daarom zijn een aantal bezoeken gepland aan verschillende landen in de regio, waaronder een bezoek aan India en Nepal tijdens de maand november 2006.

Les lignes directrices spécifiques de la Politique belge en Asie ont été fixées dans une note exhaustive sur l'Asie. Celle-ci a été présentée au parlement le 16 mai 2006.

Cette note prévoit entre autre une politique diversifiée et «intelligente», qui fixe ses priorités en ce qui concerne les pays de la région avec lesquels nous devons établir des relations privilégiées.

Outre le partenariat stratégique déjà existant avec la Chine, la note de politique donne plus particulièrement priorité au développement d'un partenariat spécifique avec l'Inde et la Thaïlande. Pour l'élaboration d'un tel partenariat avec la Thaïlande, il faut tenir compte des exigences de la communauté internationale concernant le retour d'un gouvernement sur base d'élections générales et démocratiques. La coopération économique intense avec le Japon, doit être élargie à un niveau politique, tout comme par exemple dans le dossier sur l'Afrique centrale. En outre, les travaux pour la construction d'une nouvelle Ambassade à Tokyo commenceront vers la fin de l'année 2006.

Cependant, la note de politique n'exclut pas la coopération avec d'autres pays sur le continent asiatique. Ainsi, nous voulons intensifier et élargir de manière générale nos relations avec le sous-continent indien et les pays de l'Asie du Sud-Est.

Dans le cadre de l'importance que porte la Belgique aux questions de sécurité sur le continent asiatique, notre pays continue à porter une attention particulière à la reconstruction de l'Afghanistan. Ceci est un test important étant donné que la situation du pays est toujours instable.

Dans le contexte international, la Belgique a assumé sa responsabilité internationale pour la reconstruction de l'Afghanistan et elle continuera à le faire dans l'avenir. La contribution financière belge et le déploiement d'un contingent militaire sous le drapeau de la FIAS («Force internationale d'assistance à la sécurité») sont quelques exemples illustrant notre engagement. Ce contingent participe activement au «*Provincial Reconstruction Team*» de Kunduz, contribue à la sécurité de l'aéroport de Kabul et a mis à disposition quatre F-16 comme appui à la FIAS pour la sécurisation du processus électoral.

L'Amérique Latine

L'Amérique Latine est la région du monde qui durant ces dernières décennies a effectué le plus de progrès en matière de démocratisation. Tous les pays (sauf

De specifieke krachtlijnen voor het Belgische Azië-beleid werden vastgelegd in een grondig uitgewerkte Azië-nota, die op 16 mei 2006 aan het Parlement werd voorgesteld.

Deze nota voorziet onder meer in een gediversifieerd en «slim» beleid, waarbij bepaalde prioriteiten worden gesteld voor wat betreft de landen in de regio waar een bevoorrechte relatie mee zal worden uitgebouwd.

Meer in het bijzonder stelt de beleidsnota, naast het strategische partnerschap dat reeds bestaat met China en Japan, de uitwerking van een specifiek partnerschap met India en Thailand voorop. Bij de uitwerking van zulk specifiek partnerschap met Thailand dient rekening te worden gehouden met de door de internationale gemeenschap vereiste terugkeer van een regering op basis van algemene en democratische verkiezingen. De veelal economische samenwerking met Japan dient ook te worden uitgebreid op politiek vlak, zoals bijvoorbeeld voor het dossier Centraal-Afrika. Tevens zullen de werkzaamheden aangaande de bouw van een nieuwe Ambassade in Tokio eind 2006 worden opgestart.

De beleidsnota is evenwel niet exclusief aangaande samenwerking met andere landen op het Aziatische continent. Zo willen we onze relaties met het Indische subcontinent en met de landen van Zuidoost-Azië in het algemeen intensifiëren en uitbreiden.

In het kader van het belang dat België hecht aan veiligheidskwesties op het Aziatische continent, blijft ons land bijzondere aandacht schenken aan de wederopbouw van Afghanistan. Dit vormt een belangrijke test, aangezien de toestand in dit land nog steeds niet stabiel is.

België heeft in internationaal verband haar verantwoordelijkheid opgenomen voor de wederopbouw van Afghanistan en zal dit in de toekomst blijven doen. Dit engagement is onder meer gebleken uit de Belgische financiële bijdrage en de inzet van ons militair contingent onder de vlag van de ISAF («*International Security Assistance Force*»). Dit contingent is actief in het «*Provincial Reconstruction Team*» van Kunduz, draagt bij tot de veiligheid van de luchthaven van Kabul en zet vier F-16s ter ondersteuning van de ISAF in voor de beveiliging van het verkiezingsproces.

Latijns Amerika

Latijns Amerika is het gebied in de wereld dat gedurende de laatste decennia de meeste vooruitgang heeft geboekt inzake democratie. Al de landen (met uitzon-

Cuba) ont des régimes démocratiques mais ceux-ci sont encore faibles et perfectibles.

La Belgique soutiendra le renforcement de la démocratie. Elle encouragera plus particulièrement des initiatives en faveur des Droits de l'Homme et de la protection des minorités ethniques. Dans un cadre européen, la Belgique continuera à prôner un dialogue critique mais constructif avec les autorités cubaines ainsi qu'un soutien concret à toutes les composantes de la société en faveur d'un changement pacifique à Cuba.

Les espoirs de consolidation du processus démocratique en Haïti ont été constamment déçus depuis 1986. La Belgique espère que les forces politiques œuvreront ensemble pour vaincre les facteurs centripètes et pour donner toutes les chances au développement du pays. Dans l'accomplissement de cette lourde tâche, Haïti doit pouvoir compter sur le soutien de la Communauté Internationale, notamment par la présence de la MINUSTAH.

Le commerce des drogues qui sévit dans de nombreux pays et qui constitue une grave menace de déstabilisation, sera combattu avec extrême vigueur en collaboration avec les pays concernés. La Belgique continuera à suivre avec une attention particulière l'évolution de la situation en Colombie et les efforts de son gouvernement dans sa lutte contre les trafiquants. Nous offrons notre soutien pour promouvoir la justice et le respect des Droits de l'Homme, particulièrement à l'égard de ceux qui sont la victime des différentes factions prenant part au conflit colombien.

La Belgique restera également attentive aux éventuelles dérives populistes susceptibles de mettre en cause les principes fondamentaux de la démocratie et du libre-échange et qui sont une menace pour la sécurité des investissements.

Sur le plan économique et commercial, les marchés des pays émergents comme le Brésil, le Mexique, l'Argentine, le Chili, le Venezuela et la Colombie représentent des débouchés importants. En outre, le continent dispose de nombreux atouts, parmi lesquels de considérables richesses naturelles et une population majoritairement jeune. La croissance économique stable qu'ont connu récemment plusieurs pays sud-américains constitue une opportunité pour le renforcement de nos efforts économiques et commerciaux. Certes, nos investissements croissants n'en restent pas moins, tout comme les échanges commerciaux, en deçà des potentialités.

dering van Cuba) hebben democratische stelsels maar die zijn op dit moment nog zwak en voor verbetering vatbaar.

België ondersteunt de versterking van de democratie. Het zal in het bijzonder initiatieven aanmoedigen ten voordele van de mensenrechten en van de bescherming van etnische minderheden. In Europees verband zal België blijven pleiten voor een kritische maar constructieve dialoog met de Cubaanse autoriteiten, alsook voor een praktische ondersteuning aan alle sectoren van de samenleving op de weg naar een vreedzame verandering in Cuba.

De versteviging van het democratisch proces in Haïti leverde al sinds 1986 niet de verhoopte verwachtingen op. België hoopt dat de politieke machten samen zullen ijveren om de centripetale factoren te overwinnen en het land alle kansen te geven zich te ontwikkelen. In de vervulling van deze zware taak moet Haïti kunnen rekenen op de steun van de Internationale Gemeenschap, onder andere met de aanwezigheid van de MINUSTAH.

De drugshandel die in verschillende landen heerst en er een grote dreiging vormt voor de stabiliteit, zal in samenwerking met de betrokken landen zeer streng worden aangepakt. België zal de evolutie van de situatie in Colombia en de inspanningen van de Colombiaanse overheid in de strijd tegen de drugshandelaars aandachtig blijven opvolgen. We zullen onze steun verlenen aan de bevordering van de gerechtigheid en de naleving van de mensenrechten. In het bijzonder ten behoeve van zij die het slachtoffer zijn van de verschillende actievoerende partijen in het Colombiaanse conflict.

België zal eveneens aandachtig blijven voor eventuele populistische ontsporingen die de basisprincipes van de democratie en de vrije handel op de helling zetten en een bedreiging vormen voor de veiligheid van de investeringen.

Op economisch en commercieel vlak betekenen markten van opkomende landen zoals Brazilië, Mexico, Argentinië, Chili, Venezuela en Colombia belangrijke afzetmarkten. Bovendien beschikt het continent over belangrijke troeven waaronder aanzienlijke natuurlijke grondstoffen en een grotendeels jonge bevolking. De recente stabiele economische groei in meerdere Latijns-Amerikaanse landen biedt kansen om onze economische en commerciële inspanningen te versterken. Het lijkt geen twijfel dat het groeiend aantal investeringen van groot belang is, maar dat het net als het handelsverkeer onder de mogelijkheden blijft.

Sur le plan multilatéral, l'UE constitue indiscutablement l'interlocuteur privilégié de l'Amérique latine. Cette dernière est également engagée sur la voie de l'intégration (Mercosur, Communauté andine, Communauté des états centre-américains, Caricom) mais ce projet intégrationniste progresse très lentement. Des négociations en vue de la conclusion d'accords d'association entre l'UE et ces institutions sont en cours. Dans ce contexte, nous continuerons à nous impliquer dans la concertation au niveau européen, étant donné que notre action sur le plan politique peut être la plus porteuse de résultats à travers le dialogue institutionnalisé de l'UE.

La Belgique accordera également une attention, à l'Organisation des États américains en tant que mécanisme de promotion de la démocratie et du respect des droits de la personne dans la région ce qui permettra d'établir le lien avec l'Amérique du Nord et de poursuivre ainsi un dialogue trilatéral.

Nous possédons avec les pays d'Amérique Latine et des Caraïbes une large communauté de vues sur bon nombre de problèmes actuels. Il est indispensable de poursuivre le dialogue avec les pays de cette région en vue de constituer un partenariat stratégique dans différentes enceintes multilatérales. En ce qui concerne les négociations de l'OMC, l'élimination de nos points de divergence doit constituer une priorité.

J'entreprendrai en novembre un voyage en Amérique latine, qui me permettra d'aborder avec mes interlocuteurs les thèmes politiques mentionnés plus haut. Je m'attacherai en même temps aux efforts de nos entreprises pour aider les pays visités à surmonter d'éventuelles difficultés en matière de commerce et d'investissement et à faciliter leur accès aux marchés des pays visités.

6. Sécurité européenne et internationale

Sécurité et défense

La politique de sécurité de la Belgique se conçoit dans un contexte multilatéral, entre autres dans le cadre de son adhésion à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et à l'Organisation de Sécurité et de Coopération en Europe (OSCE). La notion de sécurité se matérialise également au niveau européen, à travers la politique européenne de sécurité et de défense (PESD) qui est aujourd'hui le cadre de plusieurs opérations externes de gestion de crises.

Op multilateraal vlak is de EU zonder twijfel de bevoorrechte gesprekspartner van Latijns Amerika. Deze laatste is eveneens de weg van de integratie op gegaan (Mercosur, Andesgemeenschap, Gemeenschap van Centraal Amerikaanse Landen, Caricom) maar dit integratieproject vordert zeer langzaam. De onderhandelingen voor het afsluiten van associatieakkoorden tussen de EU en zijn instellingen zijn aan de gang. In dit verband zullen wij ons blijven toelagen op overleg op Europees niveau, omdat onze actie op politiek vlak precies het meest resultaten kan opleveren via de geïnstitutionaliseerde EU-dialoog.

België zal eveneens aandacht schenken aan de Organisatie van Amerikaanse Staten als mechanisme voor de bevordering van de democratie en het respect voor het personenrecht in de regio. Dat zal een band met Noord Amerika mogelijk maken en aldus de voortzetting van een trilaterale dialoog.

Samen met de landen van Latijns Amerika en de Caraïben beschikken we over een brede waaier van gemeenschappelijk standpunten op een groot aantal actuele problemen. Het is noodzakelijk om de dialoog met de landen van deze regio voort te zetten om een strategisch partnerschap te vormen in verschillende multilaterale kringen. Voor wat de WHO-onderhandelingen betreft, moet het wegwerken van onze meningsverschillen een prioriteit vormen.

In november zal ik een reis naar Latijns Amerika ondernemen om met mijn gesprekspartners de hierboven vermelde politieke thema's aan te snijden. Ik zal van de gelegenheid gebruik maken om onze bedrijven te helpen eventuele moeilijkheden inzake handel en investeringen te overwinnen, alsook om hun markttoegang in de bezochte landen te vergemakkelijken.

6. Europese en Internationale veiligheid

Veiligheid en defensie

Het veiligheidsbeleid van België is ingebed in een multilaterale context. Ons land is o.a. lid van de Noord-Atlantische Verdragsorganisatie (NAVO) en van de Organisatie voor Veiligheid en Samenwerking in Europa (OVSE). Verder krijgt dit thema steeds meer gestalte op Europees niveau, via het Europees Veiligheids- en Defensiebeleid (EVDB) dat vandaag het kader vormt voor diverse externe crisisbeheersingsoperaties.

Les instruments militaires seuls ne suffisent pas à réaliser une paix durable dans des régions conflictuelles. C'est la raison pour laquelle l'UE établit, outre les objectifs militaires, des «*Headline Goals*» civils, qui permettront à l'UE d'engager plus facilement des fonctionnaires de police, juges et spécialistes en matière d'Etat de droit et d'administration civile dans la gestion de crises.

Cette approche de gestion de conflits fait de plus en plus son chemin. L'opération de sécurité à grande échelle à Aceh (Indonésie), caractérisée par un équilibre entre les volets militaires et civils, en est un bon exemple. La Belgique soutient cette approche et participe à différentes opérations, en Bosnie et en RDC.

La gestion civile de crise retient l'attention du gouvernement dans son entièreté, c'est pourquoi on a établi un mécanisme spécial de coordination interdépartemental, à savoir la réunion POLCIV aux Affaires étrangères.

OTAN

Le partenariat transatlantique demeure un élément d'intérêt stratégique pour l'Europe et la Belgique.

Comme toute autre organisation, l'OTAN doit également s'adapter à un milieu changeant rapidement. Depuis la fin de la Guerre Froide, elle a acquis de nouvelles tâches et elle opère de plus en plus sur des terrains «*out of area*», comme par exemple en Afghanistan. Cette évolution entraîne l'adaptation de la capacité et de la planification militaire.

Pour encadrer et soutenir clairement ce nouveau rôle de l'OTAN et de ses opérations, un «*Comprehensive Political Guidance*» (CPG) a été élaboré. Ce document a confirmé la priorité des décisions politiques sur les aspects militaires, afin que les planificateurs militaires puissent se référer à des lignes directrices claires et nettes.

Le Sommet de l'OTAN de Riga, en novembre prochain, signifie un pas supplémentaire dans le processus d'adaptation que traverse l'OTAN. Un signal clair y est attendu au niveau des futurs élargissements vers les pays des Balkans, l'élaboration des partenariats et des adaptations des capacités militaires (entre autres la disponibilité de la *Nato Respons Force* (NRF)). En outre, l'opération de l'OTAN en Afghanistan est tout en haut de l'agenda. Cette opération s'est étendue sur la

Louter militaire instrumenten volstaan niet om duurzame vrede te realiseren in conflictgebieden. Daarom legt de Europese Unie, naast militaire doelstellingen, ook civiele «*Headline Goals*» vast. Op die manier kunnen politiefunctionarissen, rechters en experts inzake rechtsstaat en civiele administratie ingezet worden bij de beheersing van crisissen.

Deze benadering van conflictbeheersing vindt in toenemende mate ingang. Een goed voorbeeld hiervan is de operatie in Atjeh (Indonesië), die gekenmerkt wordt door een evenwicht tussen het militaire en het civiele luik. België ondersteunt deze benadering en neemt aan verschillende operaties deel, in Bosnië en in de DRC.

Crisisbeheersing is een aandachtspunt van de voltallige regering. Dit besef lag aan de basis van de oprichting van een speciaal interdepartementaal coördinatiemechanisme, met name de POLCIV-bijeenkomst op Buitenlandse Zaken.

NAVO

Het Transatlantische partnerschap blijft van strategisch belang voor Europa en voor België.

Zoals iedere andere organisatie dient ook de NAVO zich aan te passen aan de snel veranderende omgeving. Ze heeft er sinds het einde van de Koude Oorlog nieuwe taken bij gekregen en de organisatie is ook steeds meer gaan optreden in «*out of area*» gebieden, zoals bijvoorbeeld in Afghanistan. Dit gaat gepaard met een aanpassing van de militaire capaciteit en planning.

Om de rol van de NAVO en van haar operaties duidelijk te omkaderen en te sturen, werd een «*Comprehensive Political Guidance*» (CPG) ontwikkeld. Daarbij werd de voorrang van de politieke beslissingen op de militaire aspecten bekrachtigd, zodat de militaire planners zich op duidelijke beleidslijnen kunnen beroepen.

De NAVO-topconferentie in Riga, in november e.k., betekent een verdere, belangrijke stap in het aanpassingsproces dat de NAVO doormaakt. Daar wordt een duidelijk signaal verwacht betreffende de toekomstige uitbreiding naar een aantal Balkan-landen, de uitbouw van de partnerschappen en de aanpassing van de militaire capaciteiten (o.m. operationaliteit van het *Nato Response Force* (NRF)). Tevens staat de NAVO-operatie in Afghanistan hoog op de agenda. Deze ope-

totalité du territoire afghan et constituera un défi important.

Au sein de l'OTAN une nouvelle entente qui se base sur un véritable dialogue doit être conçue. Le gouvernement reste persuadé que les Etats-Unis et l'Union européenne ont intérêt à unir leurs efforts afin de réaliser leur objectif commun de paix, stabilité, prospérité et justice dans le monde entier.

Les engagements de la Belgique au niveau de la défense européenne ne visent pas à développer une contre-puissance, mais, au contraire, à soutenir une forte entité européenne, qui pourra agir comme un partenaire responsable et qui pourra assumer sa part des responsabilités.

OSCE

L'OSCE joue un rôle important dans la collaboration internationale sur le continent européen. La présidence belge de l'OSCE en 2006 est un signal fort de notre engagement en faveur du multilatéralisme et de la coopération internationale sur le continent européen. Elle réaffirme l'intérêt que nous portons à cette organisation, au rôle qu'elle peut jouer et aux bonnes relations avec les pays de l'Asie centrale, du Caucase et ceux de l'Europe centrale et orientale.

Notre pays remplit son rôle de président de manière active, ambitieuse mais réaliste. Notre action vise à mener à bien la réforme au sein de l'organisation. Celle-ci implique non seulement des réformes institutionnelles internes mais aussi la découverte d'une nouvelle base solide pour les activités de surveillance électorale de l'OSCE, qui bénéficient de l'appréciation et de la considération internationale.

En tant que présidente de l'OSCE, la Belgique s'engagera vigoureusement pour trouver une solution aux conflits dits «gelés» en Georgie/Ossétie du sud, en Moldavie/Transnistrie et au Nagorno-Karabach (entre Arménie et Azerbaïdjan). La présidence et l'OSCE saisisent toutes les possibilités pour aider le processus de paix des conflits concernés et de pousser les partis à des solutions. Toutefois, la responsabilité de saisir toutes les chances d'arriver à une solution appartient à ces pays.

Durant la Conférence Ministérielle à Bruxelles, en décembre, qui clôturera notre présidence de l'OSCE, il

ratie heeft zich thans uitgebreid over het gehele Afghaanse grondgebied en zal een belangrijke uitdaging vormen.

Binnen de NAVO is een nieuwe verstandhouding nodig, gebaseerd op een echte dialoog. De regering blijft ervan overtuigd dat de Verenigde Staten en de Europese Unie er belang bij hebben hun inspanningen te bundelen om hun gemeenschappelijke doelstelling van vrede, stabiliteit, welvaart en gerechtigheid in de wereld te verwezenlijken.

De engagementen die België aangaat op het vlak van Europese defensie zijn niet bedoeld om een tegenmacht uit te bouwen, maar wel om een sterke Europese entiteit te ondersteunen, die als verantwoordelijke partner kan optreden en haar deel van de lasten kan dragen.

OVSE

De OVSE speelt een belangrijke rol in de internationale samenwerking op het Europese continent. Het Belgisch voorzitterschap van de OVSE in 2006 is een signaal van ons engagement voor multilateralisme en samenwerking op het Europees continent. Het bevestigt dat wij belang hechten aan de rol die deze organisatie kan spelen en aan goede betrekkingen met de landen van Centraal-Azië, de Kaukasus en Oost-Europa.

Ons land vervult zijn voorzitterschaprol op een actieve, ambitieuze maar tevens realistische manier. Onze inspanningen zijn erop gericht de hervormingsinspanningen binnen de organisatie in goede banen te leiden. Deze betreffen niet alleen interne institutionele hervormingen maar tevens het vinden van een nieuwe, stevige basis voor de belangrijke verkiezingsmonitoringactiviteiten van de OVSE, die sterke internationale waardering en aanzien genieten.

Als OVSE-voorzitter zet België zich tevens sterk in om een regeling te bewerkstelligen voor de zgn. «bevroren conflicten» in Georgië/Zuid-Ossetië, Moldavië/Transnjestrië en in Nagorno-Karabach (tussen Armenië en Azerbaïjan). Het Voorzitterschap en de OVSE grijpen alle mogelijkheden aan om het vredesproces in de betrokken conflicten vooruit te helpen en de partijen tot een oplossing te bewegen. Maar de uiteindelijke verantwoordelijkheid om die kansen te grijpen en tot een oplossing te komen ligt uiteraard bij die landen.

Tijdens de Ministeriële Conferentie in Brussel, in december, die ons OVSE-voorzitterschap zal afsluiten,

faudrait trouver une entente concernant la candidature du Kazakhstan pour la future présidence de l'OSCE. Ceci est important pour la confiance qu'auront les pays d'Asie centrale en l'OSCE dans les pays de l'Asie Centrale. Il est également important de montrer que l'OSCE existe tant pour les pays à l'Ouest que ceux à l'Est de Vienne.

Notre pays œuvre aussi pour un renforcement de la dimension économique en réalisant plus de coopération dans le secteur du transport et le secteur important de l'énergie. Ceci devra contribuer à un meilleur équilibre entre les trois dimensions de l'OSCE, (dimensions humaine, politico-militaire et économique). Les activités dans la dimension humaine sont également prioritaires, entre autres concernant la stimulation de la démocratie, de la liberté de la presse et de la tolérance.

Nous prêtons également attention à une coopération renforcée dans la lutte contre la criminalité internationale et la promotion du «*rule for law*». Il s'agit de domaines qui tiennent à cœur les citoyens. Dans ce cadre, notre pays organise entre autre une assemblée des 56 chefs de police des états participant à l'OSCE. C'est une première pour l'OSCE.

Non-prolifération, contrôle des armes et désarmement

La menace des armes de destruction massive, venant aussi bien d'Etats que d'acteurs sous-étatiques, se trouve tout en haut de l'agenda international. Vu que la non-prolifération et le désarmement sont indéniablement liés, notre pays œuvre pour une approche globale et un progrès équilibré dans ces deux domaines.

Notre pays persiste dans une approche multilatérale efficace comme le moyen le plus approprié de répondre à ces défis. Les prises de positions communes de l'UE, comme la mise en œuvre de la stratégie concernant la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive qui en est aujourd'hui à sa vitesse de croisière, sont très pertinentes. Il faut porter l'attention nécessaire à l'universalisation continue des conventions internationales pertinentes. La Convention sur les Armes Biologiques sera testée fin 2006 et l'UE a élaboré un ensemble de propositions communes pour un suivi concret. En outre, la Convention des Armes Chimiques fêtera son dixième anniversaire en 2007. Dans ce contexte, notre pays montrera un engagement historique particulier dans ce domaine, pour promouvoir les objectifs de cette convention.

dient tevens een vergelijk te worden gevonden betreffende de kandidatuur van Kazakstan voor het toekomstige OVSE-voorzitterschap. Dit is belangrijk voor het vertrouwen in de OVSE van de Centraal-Aziatische landen. Het is ook belangrijk om aan te tonen dat de OVSE werkt zowel voor landen ten Oosten als ten Westen van Wenen.

Ons land ijvert ook voor een versterking van de economische dimensie door meer samenwerking te bewerkstelligen in de transport- en de belangrijke energiesector. Dit zou moeten bijdragen tot een beter evenwicht tussen de drie OVSE- dimensies (humane, politiek-militaire en de economische dimensie). Ook de activiteiten in de humane dimensie staan hoog op onze agenda, o.m. inzake de bevordering van de democratie, de persvrijheid en de tolerantie.

Onze aandacht gaat ook uit naar versterkte samenwerking in de strijd tegen de internationale criminaliteit en de bevordering van de «*rule of law*». Het betreft hier immers zaken die de burger na aan het hart liggen. In dit kader organiseert ons land o.m. een bijeenkomst van politiechefs van de 56 OVSE-deelnemende staten. Het is de eerste keer dat zoiets gebeurt in de OVSE.

Non-prolifératie, wapencontrole en ontwapening

De dreiging van massavernietigingswapens, afkomstig van zowel Staten als substatelijke actoren, staat bovenaan de internationale agenda. Aangezien non-prolifératie en ontwapening onlosmakelijk met elkaar verbonden zijn, streeft ons land een globale aanpak en evenwichtige vooruitgang in beide domeinen na.

Ons land houdt vast aan een efficiënte multilaterale aanpak, als het meest aangewezen middel om deze uitdagingen te beantwoorden. Gemeenschappelijke posities van de EU, zoals de uitvoering van de EU strategie inzake de strijd tegen de proliferatie van massavernietigingswapens die vandaag op kruissnelheid zit, zijn dan ook bijzonder relevant. Daarbij wordt de nodige aandacht geschonken aan de verdere universalisering van de relevante internationale conventies. De Conventie over Biologische Wapens wordt eind 2006 getoetst en de EU heeft een pakket gezamenlijke voorstellen uitgewerkt voor concrete opvolging. Tevens zal de Chemische Wapenconventie in 2007 haar tiende verjaardag kennen. Ons land zal zich, met een bijzondere historische betrokkenheid op dit vlak, in die context inspannen om de objectieven van deze conventie te promoten.

Dans le complexe dossier nucléaire de l'Iran, l'UE joue un rôle très visible et constructif. La Belgique a constamment œuvré pour une cohésion parfaite au sein de l'UE et continuera à le faire. C'est d'autant plus important dans la phase la plus délicate du dossier iranien, quand le débat vise non seulement la proposition de dialogue avec l'Iran mais aussi les mesures de sanction. Notre pays plaide pour une politique à double voie.

D'une part, nous soutenons la proposition d'une perspective sérieuse de coopération avec l'Iran si le pays répond aux conditions de rétablissement de confiance clairement définies, notamment la suspension de l'enrichissement d'uranium jusqu'à ce que l'AIEA ait rendu un verdict sur le caractère purement pacifique du programme nucléaire iranien. D'autre part, nous soutenons l'efficacité du Conseil de Sécurité qui doit veiller au respect de la résolution du 31 juillet 2006, qui se réfère à des sanctions si l'Iran refusait de coopérer. Après avoir été un membre du Conseil de Gouverneurs de l'AIEA pendant 4 ans, nous continuerons évidemment à suivre de près le débat sur la vérification des activités nucléaires de l'Iran au sein de cette organisation.

En ce qui concerne le dossier de la Corée du Nord, le Conseil de Sécurité joue également un rôle crucial, qui est soutenu par notre pays. Les tests de missiles récents et le test nucléaire effectués par la Corée du Nord, sont inacceptables puisqu'ils mettent en danger la stabilité dans et en dehors de la région. Ne pas réagir affaiblirait le Traité de la non-prolifération et ouvrirait la porte à une nouvelle course à l'armement nucléaire. Le test nucléaire de la Corée du Nord doit nous encourager à continuer à insister pour une mise en œuvre rapide du Traité.

A la lumière de ces évolutions, notre pays se préparera de manière approfondie pour un nouveau cycle d'assemblées sur le respect du Traité de la non-prolifération et en outre, comme dans le passé et comme il est décrit dans la réponse du gouvernement, aux résolutions concernant le désarmement et la non-prolifération de la Chambre des représentants et du Sénat, plaidera pour une approche intégrée, dans laquelle l'agenda du désarmement et de la coopération internationale nucléaire entrent en ligne de compte. Notre pays soutient le début rapide et inconditionnel des négociations d'un Traité concernant l'interdiction de la fabrication de matériaux pour la production d'armes nucléaires.

En outre, nous tenons à l'œil la flexibilité et l'innovation nécessaires pour garantir la relevance des cadres multilatéraux existants. Ceci implique entre autre que nous renforcerons notre participation à des nouvelles initiatives sur le plan de la non-prolifération, comme le

In het complexe nucleaire dossier van Iran speelt de EU derhalve een zeer zichtbare en constructieve rol. België heeft voortdurend geijverd voor perfecte cohesie binnen de EU hierover en blijft dit ook nu doen. Zulks is des te meer aangewezen in de meest delicate fase van het Iran dossier, wanneer het debat niet alleen het aanbod van een dialoog met Iran viseert, maar ook sanctionerende maatregelen betreft. Ons land pleit voor een tweesporenbeleid.

Eenzijds steunen wij het aanbod van een ernstig perspectief op samenwerking met Iran indien dit land voldoet aan een duidelijk omschreven vertrouwenwekkende voorwaarde, m.n. de opschorting van nucleaire verrijking tot het IAEA een oordeel heeft geveld over het zuiver vreedzame karakter van het Iraanse nucleaire programma. Anderzijds steunen wij de efficiëntie van de Veiligheidsraad die moet toezien op het respect van de resolutie van 31 juli 2006, waarin wordt gewezen op sancties indien Iran niet meewerkt. Na vier jaar lidmaatschap van de Raad van Gouverneurs van het IAEA, blijven wij uiteraard het debat over de verificatie van de Iraanse nucleaire activiteiten binnen het IAEA op de voet volgen.

Ook in het dossier van Noord-Korea speelt de Veiligheidsraad een cruciale rol die door ons land wordt ondersteund. De recente rakettesten en de nucleaire test die door Noord-Korea werden uitgevoerd, zijn onaanvaardbaar omdat zij de stabiliteit in de regio en daarbuiten in gevaar brengen. Hier niet op reageren zou het Non-proliferatieverdrag onderuit halen en derhalve de deur openzetten voor een nieuwe nucleaire wapenwedloop. De nucleaire test van Noord-Korea moet ons aansporen te blijven aandringen op een snelle inwerking-treding van het Kernstopverdrag.

In het licht van deze ontwikkelingen zal ons land zich grondig voorbereiden op de volgende cyclus van bijeenkomsten inzake de naleving van het Non-proliferatieverdrag en daarbij, zoals in het verleden en zoals omschreven in het antwoord van de regering op de resoluties inzake ontwapening en non-proliferatie van de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat, een geïntegreerde aanpak bepleiten, waarin ook de ontwapeningsagenda en de internationale nucleaire samenwerking aan bod komen. Ons land promoot de snelle en onvoorwaardelijke aanvatting van onderhandelingen over een Verdrag aangaande een verbod op de aanmaak van nucleair wapenmateriaal.

Tevens zullen wij oog hebben voor de flexibiliteit en innovatie die nodig zijn om de relevantie van de bestaande multilaterale kaders te vrijwaren. Dit houdt onder meer in dat wij onze deelname aan nieuwe initiatieven op het vlak van non-proliferatie, zoals het

Prolifération Security Initiative et le *Global Partnership against the Spread of WMD*. Les régimes internationaux pour le contrôle de l'exportation gagneront également en importance. La complexité des défis, qui sont de plus en plus mis en des termes opérationnels, demande une approche multilatérale dans laquelle le SPF des Affaires Étrangères joue un rôle de coordinateur entre les services publics concernés, aussi bien sur le plan fédéral que sur le plan régional.

La menace des armes de destruction massive ne peut pas nous faire oublier qu'il existe encore des défis importants sur le plan de la sécurité individuelle des personnes, souvent les plus fragiles, aussi bien pendant qu'après les conflits. Notre pays continuera aussi à jouer un rôle pionnier dans la réalisation des objectifs de la Convention concernant l'interdiction des mines antipersonnelles.

En ce qui concerne la lutte contre la non-prolifération des armes légères et de petit calibre, la Belgique soutient activement l'initiative pour développer au niveau mondial, un traité sur le contrôle des transferts des armes de petit calibre.

Enfin, nous voudrions à un niveau international, porter notre attention sur la nécessité de résoudre les problèmes qui proviennent de l'utilisation de certains types de munition. La Belgique espère que la problématique autour des armes à sous-munition sera suivie de manière plus ciblée par un groupe d'experts qui serait mandaté à cet effet dans le contexte de la Convention sur certaines armes conventionnelles.

Terrorisme

Les attentats de New York, Bali, Londres, Madrid, Dahab et ailleurs ont démontré le caractère horrible des actes terroristes. Les attentats récemment déjoués au Royaume Uni nous font comprendre que la lutte contre le terrorisme doit rester un point central sur l'agenda. Nous condamnons le terrorisme sous toutes ses formes et manifestations. Nous poursuivons les efforts pour qu'une définition des actes terroristes soit endossée au niveau international. La promotion de la bonne gouvernance, du renforcement des capacités, des Droits de l'Homme, ainsi que la lutte contre la pauvreté constituent les meilleures recettes pour aborder le terrorisme de manière structurelle.

C'est exactement à cause de son caractère international et diffus, que ce phénomène mérite d'être suivi de près par notre département. L'expérience nous a appris que le simple démantèlement des organisations et de leurs structures ne suffit plus. Des groupements

Proliferation Security Initiative en het *Global Partnership against the Spread of WMD*, zullen bestendigen. Ook de internationale regimes voor exportcontrole winnen aan belang. De complexiteit van de uitdagingen, meer en meer gesteld in operationele termen, vergt een multidisciplinaire aanpak waarbij de FOD Buitenlandse Zaken een coördinerende rol vervult tussen alle betrokken overheidsdiensten op zowel federaal als regionaal niveau.

De dreiging van massavernietigingswapens mag ons niet doen vergeten dat er nog steeds belangrijke uitdagingen bestaan op het vlak van de individuele veiligheid van mensen, dikwijls de meest kwetsbare, zowel tijdens als na het beëindigen van conflicten. Ons land blijft derhalve een voortrekkersrol spelen bij het realiseren van de doelstellingen van de Conventie inzake het verbod op antipersoonsmijnen.

Inzake de strijd tegen de proliferatie van kleine en lichte wapens steunt België actief het initiatief om een wereldwijd verdrag te ontwikkelen inzake de controle op transfers van kleine wapens.

Tenslotte wensen wij internationaal de aandacht te vestigen op de noodzaak om de humanitaire problemen die voortvloeien uit het gebruik van bepaalde types munitie aan te pakken. België wenst dat de problematiek rond clustermunition meer gericht wordt opgevolgd in een expertengroep die daartoe wordt gemandateerd in de context van de Conventie over bepaalde conventionele wapens.

Terrorisme

De aanslagen van New York, Bali, Madrid, Londen, Dahab en elders toonden het weerzinwekkende karakter van terroristische daden aan. De onlangs vrijgelde aanslagen in het VK maakten eens te meer duidelijk dat de strijd tegen het terrorisme centraal op de internationale agenda moet blijven. We veroordelen het terrorisme in al zijn vormen en uitingen. We zullen ons blijven inspannen opdat een definitie van terroristische daden aangenomen wordt op internationaal niveau. Het stimuleren van «*good governance*», capaciteitsopbouw, het bevorderen van mensenrechten en het bestrijden van armoede behoren tot de beste recepten om terrorisme structureel aan te pakken.

Precies omwille van haar internationale en diffuse karakter verdient dit fenomeen een nauwgezette opvolging door ons departement. De ervaring heeft geleerd dat het louter ontmantelen van organisaties en hun structuren niet langer voldoet. Groeperingen zoals Al Quaeda

tels qu'Al Quaeda ne se limitent pas à commettre des attentats, mais ils tâchent aussi de transmettre leur message au moyen de techniques de communication modernes à un public aussi large que possible. En outre, on constate que les cellules terroristes opèrent de façon très autonome et que le lien avec les dirigeants d'Al Quaeda est parfois difficile à démontrer.

Les travaux des institutions européennes et multilatérales seront appuyés attentivement. Depuis le 11 septembre, ces institutions ont pris une série de mesures, parmi lesquelles l'amélioration de l'échange d'informations, la Résolution 1373 du Conseil de Sécurité des Nations-Unies concernant le financement du terrorisme, la Convention de l'ONU en matière de terrorisme nucléaire, le mandat d'arrêt européen et la désignation d'un Coordinateur européen spécial pour la lutte contre le terrorisme.

L'approbation d'une première stratégie antiterroriste globale par l'Assemblée Générale des Nations Unies, ce 8 septembre dernier, est incontestablement un tournant dans le cadre de ces efforts. En approuvant cette stratégie par consensus, les Nations Unies et ses états membres ont fait preuve de leur unanimité et de leur détermination de continuer de lutter et à condamner le terrorisme. La Belgique suivra de près la mise en œuvre de cette stratégie.

Sur le plan européen, nous continuerons à porter notre attention à la mise en œuvre de la stratégie de l'UE, approuvée fin de l'année dernière, et du plan d'action consécutif contre la radicalisation et le recrutement des terroristes. Dans le cadre de cette stratégie, suite à laquelle le plan contre la radicalisation a été approuvé à l'intérieur du pays, la Belgique continuera à s'engager activement pour le développement d'une stratégie effective de communication à travers les médias. Dans notre lutte commune contre le terrorisme musulman, ceci devra contribuer à ce que nous puissions maintenir un dialogue ouvert avec le monde musulman au travers des frontières de toutes les religions. Ainsi, nous évitons de jouer le jeu de ces terroristes, qui cherchent notamment à pousser à outrance les oppositions entre musulmans et non-musulmans. Par ailleurs, ce sont souvent les pays musulmans, eux-mêmes, qui souffrent à cause des terroristes. En même temps, ce dialogue ouvert vise à placer les pays qui s'occupent moins de la lutte contre le terrorisme, devant leur responsabilité.

La Belgique plaidera également, auprès de la présidence de l'Union européenne, pour élargir le dialogue politique et la coopération technique, dans la lutte contre le terrorisme avec des pays tiers.

beperken zich niet enkel tot het eigenhandig plegen van aanslagen, maar pogen ook hun boodschap via moderne communicatietechnieken naar een zo ruim mogelijk publiek over te brengen. Bovendien stelt men vast dat terroristische cellen zeer autonoom opereren en de band met de leiding van Al Quaeda soms moeilijk aantoonbaar is.

De werkzaamheden van de Europese en de multilaterale instellingen zullen aandachtig gevolgd en gesteund worden. Sinds 11 september 2001 namen deze instellingen een reeks maatregelen, waaronder de verbetering van informatie-uitwisseling, de VN-resolutie 1373 over de financiering van terrorisme, de VN-Convention inzake nucleair terrorisme, het Europees aanhoudingsmandaat en de aanstelling van een Speciale Europese Coördinator voor de strijd tegen het terrorisme.

De aanvaarding door de Algemene Vergadering van de VN, op 8 september ll., van een eerste globale antiterrorismestrategie is onweerlegbaar een mijlpaal in het kader van deze inspanningen. Door deze strategie met consensus goed te keuren betoonden de VN en haar lidstaten hun eensgezindheid en vastberadenheid om het terrorisme blijvend te willen veroordelen en bestrijden. België zal de uitvoering van deze strategie aandachtig opvolgen.

Op Europees vlak zal verder aandacht worden besteed aan de uitvoering van de eind vorig jaar goedgekeurde EU-strategie en het aansluitend actieplan tegen de radicalisering en rekrutering van terroristen. Binnen deze strategie, die op binnenlands vlak haar verlengde kreeg door de aanvaarding van een plan tegen radicalisme, zal België zich verder actief blijven inzetten voor de ontwikkeling van een effectieve mediacommunicatiestrategie. Dit dient er mede toe bij te dragen dat we, in onze gezamenlijke strijd tegen het moslimterrorisme, over alle religieuze grenzen heen een open dialoog onderhouden met de moslimwereld. Zo vermijden we dat in de kaart van deze terroristen wordt gespeeld, wiens bedoeling er precies in bestaat een wig te drijven tussen moslims en niet-moslims. Het zijn overigens vaak de moslimlanden zelf die het zwaarst lijden onder terreur. Tegelijkertijd heeft zulke open dialoog als doel de landen die het minder nauw nemen met de strijd tegen terrorisme voor hun verantwoordelijkheid te plaatsen.

België zal er bij het EU-voorzitterschap ook voor pleiten de politieke dialoog en de technische samenwerking met derde landen inzake de bestrijding van het terrorisme te vergroten.

La cellule antiterroriste, qui a été mise sur pied l'année passée au sein de notre département, et qui sert de point central d'information et de coordination en matière de terrorisme, a sensibilisé nos représentants diplomatiques. Par conséquent, leur rôle privilégié est pleinement appliqué pour la transmission d'informations au profit de la politique antiterroriste belge. En outre, les expériences des pays de l'Ouest, en matière de politique d'intégration ou de leurs initiatives législatives spécifiques, nous offrent des informations d'une valeur inestimable.

La cellule antiterroriste continuera à travailler en étroite collaboration avec les Services spécialisés de renseignements et de sécurité belge, entre autres dans le cadre du Comité ministériel / Collège du Renseignement et de la Sécurité, et de l'Organe de Coordination pour l'Analyse des Menaces qui est en voie d'établissement. (OCAM) et auquel le SPF Affaires Etrangères participera activement, avec le détachement de deux membres du personnel.

7. Multilatéralisme et les Nations Unies

Multilatéralisme efficace

La Belgique continue à défendre fermement le concept du «multilatéralisme efficace». Nous avons besoin de structures fermes et d'institutions crédibles, car celles-ci nous permettent de mettre en œuvre nos engagements et nos obligations communes.

Un multilatéralisme efficace nécessite une vision et une ambition concrètes. Chacun semble défendre les mêmes valeurs – la démocratie, la liberté, la justice, le développement durable, les Droits de l'Homme – mais, lorsqu'il s'agit de savoir quelle serait la meilleure façon d'y parvenir, il y a souvent divergence.

Les Nations Unies

Le sommet des Nations Unies de septembre 2005 a, non seulement, confirmé le multilatéralisme comme la seule réponse crédible aux défis globaux, mais a aussi laissé un agenda de réforme ambitieux qui devrait, à nouveau, donner la possibilité aux Nations Unies de prendre ses responsabilités dans les domaines de la paix et de la sécurité, des Droits de l'Homme et du développement. Plus d'un an après l'approbation de cette déclaration finale, nous devons constater que le bilan est varié. Ainsi, de nouveaux organes ont été établis, à savoir le Conseil des Droits de l'Homme et la Commis-

De antiterrorismecel, die vorig jaar binnen het departement werd uitgebouwd en die fungeert als hét centrale en coördinerende aanspreekpunt inzake terrorisme, zorgde voor een sensibilisering van onze diplomatieke vertegenwoordigers. Hierdoor wordt hun bevoorrechte rol ten volle aangewend inzake de informatieoverdracht ten behoeve van het Belgisch antiterrorismebeleid. Daarnaast levert de ervaring van andere Westerse landen, inzake integratiepolitiek of hun specifieke wetgevende initiatieven, informatie die van onschatbare waarde is.

De antiterrorismecel zal nauw blijven samenwerken met de gespecialiseerde Belgische inlichtingen- en veiligheidsdiensten, o.a. in het kader van het Ministerieel Comité / College Inlichting en Veiligheid en het in oprichting zijnde Coördinatie-Organ voor de Dreigingsanalyse (OCAD), waar de FOD Buitenlandse Zaken actief aan zal participeren via de detachering van twee personeelsleden.

7. Multilateralisme en de Verenigde Naties

Doeltreffend multilateralisme

België blijft een groot verdediger van het concept «doeltreffend multilateralisme». We hebben nood aan stevige structuren en geloofwaardige instellingen. Ze stellen ons immers in staat onze internationale verbintenissen en gemeenschappelijke verplichtingen uit te voeren.

Een daadkrachtig multilateralisme vereist een concrete visie en ambitie. Iedereen lijkt dezelfde waarden te verdedigen – democratie, vrijheid, gerechtigheid, duurzame ontwikkeling, mensenrechten – maar wanneer vervolgens bekeken wordt hoe deze het best bereikt worden, lopen de visies hierover vaak uiteen.

De Verenigde Naties

De VN-Top van september 2005 had niet alleen het multilateralisme bevestigd als enige geloofwaardige antwoord op de globale uitdagingen, maar tevens een ambitieuze hervormingsagenda gelaten die de VN terug zouden moeten toelaten haar verantwoordelijkheid op te nemen op de domeinen van vrede en veiligheid, mensenrechten en ontwikkeling. Meer dan een jaar na de aanvaarding van deze eindverklaring moeten we vaststellen dat het bilan gemengd is. Zo werden nieuwe organen opgericht, te weten de Mensenrechtenraad en de Commissie voor Vredesopbouw, maar de toekomst

sion de consolidation de la paix (CCP), mais le futur décidera si ceux-ci sont à la hauteur des grandes attentes. La signature d'une convention intégrale sur le terrorisme se fait attendre, bien que nous ayons constaté une amélioration récemment avec l'accord sur une stratégie anti-terroriste de l'Assemblée Générale. De plus, en ce qui concerne la rationalisation et la réforme des institutions des Nations Unies même, il y a un progrès modeste, mais des défis importants subsistent pour le prochain Secrétaire Général. La Belgique continuera à appuyer pleinement l'exécution de cet agenda, et poursuivra ses efforts visant une institution des Nations Unies plus forte. Notre pays continuera à s'engager pour cette réforme du Conseil de Sécurité dans sa double dimension, notamment envers un élargissement de l'adhésion, et envers une adaptation des méthodes de travail.

Les Nations Unies jouent un rôle décisif dans la réalisation de l'ordre international. La Belgique mettra tout en œuvre pour renforcer le rôle central joué par les Nations Unies dans la promotion de la paix et de la sécurité dans le monde. C'est donc aussi cet engagement fondamental que la Belgique mènera au Conseil de Sécurité des Nations Unies pour les années 2007-2008. J'ai l'intention de m'adresser cette année encore, auprès des autorités compétentes de la Chambre et du Sénat, pour un débat de fond à ce sujet.

Les Droits de l'Homme

La promotion des Droits de l'Homme fait partie intégrante de nos actions menées sur la scène internationale, comme la lutte contre la xénophobie, la discrimination et l'intolérance ou encore la lutte contre la traite des êtres humains.

De graves violations des Droits de l'Homme se trouvent généralement à l'origine des situations de crises et de conflits. C'est pourquoi il est absolument indispensable d'intégrer la dimension «Droits de l'Homme» dans la prévention et la solution des conflits. De ce fait, dans la déclaration finale du Sommet des Nations Unies de septembre dernier, les Droits de l'Homme sont à juste titre reconnus comme un pilier fondamental d'un concept de sécurité élargi.

La Belgique n'est pas membre du nouveau Conseil des Droits de l'Homme créé suivant les décisions du sommet de 2005 pour remplacer la Commission des Droits de l'Homme existante, mais continuera à œuvrer pour que les résultats de ce Conseil répondent aux attentes.

zal nog moeten uitwijzen of deze aan de hoge verwachtingen zullen kunnen beantwoorden. De ondertekening van een allesomvattende conventie over terrorisme blijft uit, al kon recent wel vooruitgang geboekt worden met de goedkeuring van een anti-terrorisme strategie door de Algemene Vergadering. Ook wat rationalisering en hervorming van de VN-instelling zelf betreft, werd bescheiden vooruitgang geboekt, maar blijven belangrijke uitdagingen liggen voor de volgende Secretaris-generaal. België zal de uitvoering van deze agenda ten volle blijven steunen en zijn inspanningen voor een slagkrachtige VN voortzetten. Ons land zal zich blijven inzetten voor deze hervorming van de Veiligheidsraad in zijn dubbele dimensie, met name een uitbreiding van het lidmaatschap en een aanpassing van de werkmethoden.

De Verenigde Naties spelen een doorslaggevende rol in de totstandkoming van de internationale rechtsorde. België zal alles in het werk stellen om de centrale rol van de Verenigde Naties te versterken in de bevordering van de vrede en de veiligheid in de wereld. Het is dan ook dit fundamenteel engagement dat België zal leiden tijdens zijn lidmaatschap van de VN-Veiligheidsraad voor de jaren 2007-2008. Ik heb de intentie om mij later dit jaar tot de bevoegde commissies van Kamer en Senaat te wenden voor een gedachtewisseling ten gronde hieromtrent.

De mensenrechten

De bevordering van de mensenrechten maakt integraal deel uit van de acties die we ondernemen op het internationale toneel, zoals de strijd tegen vreemdelingenhaat, discriminatie en onverdraagzaamheid en de strijd tegen de mensenhandel.

Ernstige schendingen van de mensenrechten liggen vaak aan de basis van crisissituaties en conflicten. Daarom is het absoluut noodzakelijk de dimensie «mensenrechten» te integreren in de preventie en oplossing van conflicten. In de eindverklaring van de VN-Top van september jl. werden mensenrechten dan ook terecht erkend als een fundamentele zuil van een verruimd veiligheidsconcept.

België is geen lid van de nieuwe Mensenrechtenraad die in uitvoering van de beslissingen van de Top van 2005 werd opgericht ter vervanging van de bestaande Commissie Mensenrechten, maar zal ervoor blijven ijveren dat resultaten van deze Raad aan de verwachtingen voldoen.

La Belgique continuera à prôner une approche coordonnée de ce thème, tant au niveau bilatéral que dans les différentes enceintes multilatérales concernées – principalement l'UE, l'ONU, l'OSCE, et le Conseil de l'Europe.

Le Conseil de l'Europe

Durant son troisième Sommet en mai 2005 à Varsovie, le Conseil de l'Europe a décidé de rédéfinir ses fonctions essentielles et ses relations avec les autres organisations internationales. Son mandat principal reste la préservation et la promotion des Droits de l'Homme, de la démocratie et de l'Etat de droit. Le Conseil oeuvrera également pour une identité européenne, fondée sur le respect de l'héritage commun, la diversité culturelle et la cohésion sociale. Le Sommet a décidé de renforcer sa coopération avec l'UE, les Nations Unies et l'OSCE. Dans le cadre de la présidence de l'OSCE en 2006, la Belgique continuera à promouvoir la synergie entre les deux organisations.

Le Protocole n°14 de la Convention européenne des Droits de l'Homme vise à renforcer l'efficacité de la Cour européenne des Droits de l'Homme. La Belgique continuera à apporter une attention particulière à la réflexion sur le bon fonctionnement de cette Cour.

8. Diplomatie préventive, prévention des conflits, Etats défaillants, bonne gouvernance.

Alors que l'Europe occidentale peut se réjouir d'un demi-siècle sans conflits, de nombreuses régions continuent d'être éprouvées par des affrontements inter ou intra-étatiques, avec leur cortège bien connu de souffrances et de misère. La communauté internationale a un rôle à jouer pour mettre fin à ces situations. C'est pourquoi je me félicite de la reconnaissance par le Sommet du Millénaire +5 des Nations Unies de la relation qui lie sécurité, paix, développement, bonne gouvernance et Droits de l'Homme.

Aujourd'hui, l'absence de bonne gouvernance est ouvertement identifiée comme un des principaux facteurs qui fragilisent les Etats, empêchent le développement et perpétuent la misère et le mépris des Droits de l'Homme.

La nécessité de lien entre bonne gouvernance, paix et stabilité se manifestent de façon particulièrement aiguë dans les Etats défaillants, dont les institutions ne sont plus en mesure de répondre aux attentes minimales de leurs citoyens. C'est ce principe qui motive nos

België zal blijven ijveren voor een gecoördineerde aanpak van het thema mensenrechten, zowel op bilateraal niveau als binnen de verschillende betrokken multilaterale instellingen - voornamelijk de EU, VN, OVSE en de Raad van Europa.

Raad van Europa

Tijdens haar derde Top in mei 2005 te Warschau heeft de Raad van Europa beslist haar wezenlijke functies te herdefiniëren alsook haar relaties met de andere internationale organisaties. Haar basismandaat blijft het behoud en bevordering van de mensenrechten, de democratie en de rechtsstaat. De Raad zal tevens ijveren voor een Europese identiteit gebaseerd op respect voor een gemeenschappelijk erfgoed, culturele verscheidenheid en sociale cohesie. De Top heeft beslist haar samenwerking te versterken met de EU, de VN en de OVSE. In het kader van het OVSE- voorzitterschap in 2006 zal België blijven trachten de synergie tussen beide organisaties te bevorderen.

Het Protocol nr. 14 van de Europese Conventie van de Rechten van de Mens beoogt een efficiënter optreden van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens. België zal bijzondere aandacht blijven schenken aan de reflectie over de goede werking van dit Hof.

8. Preventieve diplomatie, conflictpreventie, «failed states », goed bestuur.

Terwijl West-Europa tevreden kan terugkijken op een halve eeuw zonder conflicten, worden nog steeds talrijke regio's op de proef gesteld door interne of externe confrontaties. Dit gaat helaas gepaard met het welbekende leed. De internationale gemeenschap dient haar rol te spelen in de beëindiging van deze conflicten. Ik ben verheugd dat de Millennium+5 Top van de Verenigde Naties het onlosmakelijk verband erkende tussen veiligheid, vrede, ontwikkeling, goed bestuur en mensenrechten.

De afwezigheid van goed bestuur wordt vandaag openlijk beschouwd als een van de belangrijkste factoren waardoor staten verzwakt worden, ontwikkeling verhinderd wordt en waardoor armoede alsook de miskenning van de mensenrechten blijft bestaan.

De band tussen goed bestuur, vrede en stabiliteit komt het scherpst tot uiting in «Failed states», waar instellingen niet langer in staat zijn te beantwoorden aan de minimale verwachtingen van hun burgers. Het is dit principe dat onze bijdrage motiveert inzake de heropbouw

contributions en matière de reconstruction de l'appareil étatique dans des pays comme la Bosnie Herzégovine, la RDC, le Burundi, le Soudan et l'Afghanistan. La Belgique a été élue membre de la Commission de consolidation de la Paix en juin dernier, et œuvre dans cette même optique au sein du groupe de pays pour le Burundi.

J'ai pris l'initiative de créer au sein de mon administration une nouvelle unité pour la construction de la paix et la prévention des conflits, afin de mieux articuler nos efforts, et de développer plus notre expertise dans ce domaine. Cette unité devra garantir une politique cohérente et efficace, grâce à une meilleure coordination.

Notre aide s'orientera donc vers des programmes bilatéraux et multilatéraux, visant la promotion de la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption, le respect de l'Etat de droit, et favorisant la création d'un cadre législatif, propice au développement. Ces efforts seront faits en étroite collaboration et association avec les autorités locales.

Notre expérience portera avant tout sur l'Afrique subsaharienne, frappée par des crises récurrentes et meurtrières, dont la population civile est la première victime. Notre connaissance de la région nous donne une valeur ajoutée pour y contribuer à des solutions. De même, le Moyen-Orient et l'Europe centrale et de l'Est, régions proches et affectées par des conflits prolongés ou latents, retiendront spécialement notre attention.

De plus, la Belgique a l'intention d'organiser une ambitieuse conférence en mars prochain qui réunira des experts d'ONG et du monde académique, qui se pencheront sur les rapports entre bonne gouvernance, démocratie, croissance économique et aide au développement, afin de proposer des recommandations concrètes et réalistes.

9. Diplomatie économique

Notre prospérité, nos emplois et notre bien-être dépendent largement de l'étranger. Avec la disparition des frontières et l'apparition des nouvelles nations commerciales, la concurrence est devenue très intense et nous nous trouvons devant de nouveaux défis.

La diplomatie économique va au-delà d'un rôle de soutien. Il s'agit d'éliminer toutes sortes d'obstacles, de

van een staatsapparaat in landen zoals Bosnië-Herzegovina, de DRC, Burundi, Sudan en Afghanistan. België werd verleden juni verkozen als lid van de Peace Building Commission en ijvert in dit zelfde opzicht in een landengroep voor Burundi.

Ik heb het initiatief genomen om in mijn administratie een nieuwe eenheid op te richten voor vredesopbouw en conflictpreventie om onze inspanningen beter te articuleren en om onze expertise verder te ontwikkelen in dit domein. Deze nieuwe eenheid moet via betere coördinatie borg staan voor een coherent en doelmatig beleid.

Onze hulp zal zich richten op bilaterale en multilaterale programma's ter bevordering van goed bestuur, de strijd tegen de corruptie, het respect voor de rechtsstaat en dit door de ontwikkeling van een legislatief kader aan te moedigen dat gunstig is voor de ontwikkeling. Deze inspanningen zullen worden geleverd in nauw samenwerkingsverband en met de medewerking met de lokale autoriteiten.

We zullen onze expertise eerst en vooral aanwenden voor Centraal-Afrika, dat herhaaldelijk getroffen wordt door bloedige crisissen waarvan de burgerbevolking telkens het eerste slachtoffer is. Onze kennis van de regio geeft ons een toegevoegde waarde om er mee te werken aan oplossingen. Ook nabijgelegen regio's die te kampen hebben met langdurige of latente conflicten, zoals het Midden-Oosten of Centraal- en Oost-Europa, zullen onze bijzondere aandacht krijgen.

Daarenboven heeft België de intentie om in maart van volgend jaar een ambitieuze conferentie te organiseren waar experts van de NGO en van de academische wereld zich samen zullen buigen over de banden tussen goed bestuur, democratie, economische groei en ontwikkelingshulp.

9. Economische diplomatie

Onze welvaart, tewerkstelling en welzijn zijn in sterke mate afhankelijk van het buitenland. Met het wegvallen van de grenzen en de opkomst van nieuwe handelsnaties is de concurrentie bijzonder hevig geworden en staan we voor nieuwe uitdagingen.

Economische diplomatie heeft meer dan een ondersteunende rol. Het gaat over het wegwerken van aller-

barrières et de difficultés que nos exportateurs et nos investisseurs éprouvent lors de leurs tentatives pour conquérir des marchés étrangers. La diplomatie économique sert à faciliter certaines procédures et certains contacts. En tant qu'autorité publique, nous devons faire plus d'efforts afin de créer de meilleures «conditions d'encadrement», nécessaires à nos entreprises dans les autres pays.

Il est vrai que dans certains pays, surtout en dehors de l'U.E., on rencontre souvent des obstacles structurels presque insurmontables pour une entreprise individuelle: Une législation inadaptée, des mandats publics peu transparents ou tout simplement un manque d'infrastructure. Le gouvernement vise une action pragmatique et adéquate, qui peut offrir une valeur ajoutée à nos entreprises, pour qu'elles puissent plus aisément accéder aux marchés étrangers et les conquérir.

C'est la raison pour laquelle je m'informe systématiquement des obstacles commerciaux et d'investissements. De cette manière, durant mes missions, j'ai l'opportunité d'interpeller les autorités locales, si nécessaire.

Le gouvernement plaide pour un effort coordonné, afin d'attirer les sièges d'entreprises chinoises à venir s'installer dans notre pays. La Chine est sans aucun doute la plus grande puissance économique mondiale de l'avenir. L'Inde mérite également notre attention, sans oublier le Japon et les États Unis. Tous les départements et autorités compétents de notre pays, doivent assumer leur responsabilité et collaborer étroitement, pour parvenir aux objectifs qui sont dans notre intérêt à tous: la croissance économique, l'emploi, les revenus et la prospérité.

10. Organisation et service

Pour pouvoir développer une politique extérieure forte, crédible, mais surtout cohérente, la coordination entre les différents départements et niveaux politiques concernés est d'intérêt crucial.

Le Comité interministériel pour la Politique étrangère (CIPE) joue un rôle important dans la coopération et coordination entre les niveaux et départements fédéraux et régionaux.

Contrairement au passé le CIPE a acquis un rythme constant en se réunissant tous les six mois. La concertation permanente se fait activement grâce au travail intense des 6 groupes de travail.

lei obstakels, barrières en moeilijkheden die onze exporteurs en investeerders ondervinden bij hun pogingen om vreemde markten te veroveren. Economische diplomatie moet procedures en contacten vergemakkelijken. Wij moeten ons als overheid meer inspannen, opdat in andere landen betere randvoorwaarden zouden ontstaan voor onze ondernemingen.

Het is zo dat er in bepaalde landen, vooral buiten de EU, vaak structurele obstakels zijn waartegen een individuele onderneming weinig vermag: een onaangepaste wetgeving, weinig transparante overheidsopdrachten of simpelweg een gebrek aan infrastructuur. De regering beoogt een pragmatische en doelgerichte actie die onze ondernemingen een echte meerwaarde kan bieden, opdat ze vlotter zouden kunnen doorbreken op buitenlandse markten.

Daarom informeer ik mij systematisch over bestaande handels- en investeringsbelemmeringen. Op die manier kan ik tijdens mijn missies desgevallend de lokale overheden interpellieren.

De regering pleit voor een gecoördineerde inspanning om hoofdkwartieren van Chinese bedrijven naar ons land te halen. China is zonder enige twijfel de economische grootmacht van de nabije toekomst. Ook India verdient bijzonder aandacht. Zonder uiteraard Japan en de VS te vergeten. Alle bevoegde departementen en autoriteiten in ons land moeten hun verantwoordelijkheid opnemen en nauw gaan samenwerken rond doelstellingen die in ons aller belang zijn: economische groei, jobs, inkomen en welvaart.

10. Organisatie en Dienstverlening

Voor de verdere uitbouw van een krachtig, geloofwaardig maar vooral coherent Belgisch buitenlands beleid is de coördinatie tussen de verschillende betrokken departementen en beleidsniveaus van cruciaal belang.

Het Interministerieel Comité voor Buitenlands Beleid (ICBB) speelt een belangrijke rol in de samenwerking en de coördinatie tussen de federale en de regionale niveaus en departementen.

In tegenstelling met het verleden heeft het ICBB een vast ritme verworven door om de zes maand bijeen te komen. Het permanent overleg wordt actief gehouden door intense werkzaamheden van 6 werkgroepen.

Dans les relations avec le parlement, une importance particulière est donnée aux Commissions des Affaires étrangères de la Chambre et du Sénat.

La Commission des Affaires Etrangères du Sénat est aussi le moteur pour rattraper le retard dans la ratification des traités internationaux. Le retard a été réduit de 350 dossiers à 107. Ce mouvement qui devrait aboutir vers la fin de 2006 est également soutenu par la coopération entre les Affaires étrangères et les autres départements techniques compétents.

Les Commissions des Affaires étrangères de la Chambre et du Sénat se renseignent activement auprès du ministre sur la situation internationale. Ensemble, les Commissions – et ceci en fonction des multiples missions du ministre – se coordonnent au maximum pour l'organisation des débats à thèmes.

En outre, le mécanisme des « Tables rondes », relatives à des pays, des régions ou des thèmes spécifiques, continuera à soutenir notre travail, et sera appliqué pour assurer et promouvoir l'interaction entre les différents acteurs de notre politique extérieure. En effet, ce mécanisme nous permet non seulement de sonder l'opinion des différentes autorités, fédérales et régionales, mais aussi du monde académique, des entreprises et de la société civile.

La modernisation du statut du personnel est prête et doit maintenant suivre la procédure normale. Cette « uniformisation » s'est avérée impossible dans la phase actuelle. La modernisation du département a atteint sa vitesse de croisière, avec entre autres des initiatives particulièrement prometteuses sur le plan de la gestion des connaissances, et avec le déménagement cet automne vers les nouveaux bâtiments de Egmont II.

Pleinement conscients que notre réseau diplomatique et consulaire constitue un atout non-négligeable, nous sommes passé au recrutement de nouveaux effectifs pour les carrières extérieures. Ceci était absolument indispensable pour garantir la continuité de notre travail.

Le service consulaire

Dans l'organisation du service consulaire, le citoyen occupe une place prépondérante. À cet effet, chaque Ambassade belge à l'étranger dispose à présent d'un site Internet et d'une adresse e-mail. Pour obtenir des informations pratiques, le citoyen peut aussi consulter le site Internet central du département des Affaires étran-

In de relaties met het Parlement wordt bijzondere aandacht besteed aan de werking van de Commissies Buitenlandse Zaken van Kamer en Senaat.

De Commissie Buitenlandse Zaken van de Senaat is mede de motor voor het wegwerken van de achterstand in de ratificatie van de internationale verdragen. De achterstand werd teruggebracht van 350 dossiers naar 107. Deze beweging die tegen eind 2006 moet afgerond zijn, wordt medeondersteund door de samenwerking tussen Buitenlandse Zaken en de andere technisch bevoegde departementen.

De Commissie Buitenlandse Zaken van de Kamer is de actieve bevrager van de minister over de internationale toestand. Beide Commissies samen – en dit in functie van de veelvuldige missies van de minister – streven een maximum aan coördinatie na voor de organisatie van themadebatten.

Het mechanisme van « ronde tafels » omtrent specifieke landen, regio's of thema's, zal onze werkzaamheden verder blijven ondersteunen en zal aangewend worden om de interactie tussen de verschillende actoren van ons buitenlands beleid te verzekeren en te bevorderen. Dit mechanisme stelt ons immers niet alleen in staat naar de mening te peilen van de verschillende overheden, federale en regionale, maar ook naar deze van de academische wereld, het bedrijfsleven en de burgermaatschappij.

De modernisering van het personeelsstatuut is klaar en moet nu de normale procedure doorlopen. De zogenaamde uniformering bleek immers in de huidige fase niet mogelijk. De modernisering van het departement draait op kruissnelheid, met onder meer bijzonder beloftevolle initiatieven op het vlak van kennismanagement en met de verhuizing dit najaar naar nieuwe gebouwen van Egmont II.

Vanuit het besef dat ons uitgebreid diplomatiek en consulaire netwerk een niet te onderschatten troef vormt, werd overgegaan tot de rekrutering van nieuwe personeelsleden voor de buitencarrières. Dit was hoogst noodzakelijk om de continuïteit te waarborgen.

Consulaire dienstverlening

Bij de organisatie van de consulaire dienstverlening staat de burger centraal. Daarom beschikt elke Belgische ambassade in het buitenland nu over een website en is zij bereikbaar via e-mail. Ook op de centrale website van het departement Buitenlandse Zaken kan de burger terecht voor praktische informatie. Heel wat docu-

gères. De nombreux documents ainsi que des conseils d'experts en matière d'état civil, d'assistance aux compatriotes ou de notariat sont disponibles on-line. Mais nous n'oublions pas non plus le citoyen en Belgique. Un passeport est délivré en seulement 5 jours ouvrables.

Notre pays joue un rôle pionnier en matière de la sécurisation des passeports. Nous étions le premier pays au monde à généraliser la délivrance de passeports avec puce électronique. Fin 2006, environ 65% de tous les passeports belges seront équipés de cette puce. Non seulement la puce, mais aussi les autres caractéristiques de sécurité sont incessamment adaptées à la réglementation européenne et aux normes de l'OACI. Ce progrès nous a procuré un avantage clair dans la lutte contre la fraude et la contrefaçon.

Délivrance de visa comme conclusion de la politique de l'immigration

En ce qui concerne la délivrance de visa, les Affaires étrangères jouent un rôle déterminant. En ce moment, 71% des visas sont délivrés d'office par les ambassades et les consulats. Les 29% restants des demandes sont transmises pour avis et décision à l'Office des étrangers (le Ministre de l'Intérieur), qui détient la compétence exclusive en matière d'accès au territoire, et du séjour des étrangers en Belgique.

La lutte contre la fraude de visa et l'immigration illégale occupent une place primordiale. A ce sujet, un dialogue continu et approfondi est en cours avec le Sénat. La rapidité avec laquelle sont traitées aujourd'hui les demandes de visa, nous permet de consacrer plus de temps et d'énergie aux dossiers qui constituent un risque réel. La technologie moderne belge, appliquée dans le domaine des visas est parmi les plus efficaces. Avec la France, nous sommes pionniers dans l'enregistrement des données biométriques des demandeurs de visa, en particulier avec le projet BIODEV. En 2007, cela devra aboutir à un Système d'Information de Visa, où ces données seront enregistrées dans une banque de données centrale pour toute l'Union européenne. Cette technique devrait nous aider à mieux prévenir la fraude.

Élections fédérales

Nous prenons aussi des mesures pour que les élections fédérales législatives puissent bien se dérouler pour les Belges résidant à l'étranger. En 2003, 114.000 électeurs étaient inscrits à l'étranger.

menten en deskundig advies inzake burgerlijke stand, bijstand aan landgenoten of notariaat zijn on-line beschikbaar. Maar ook de Belg in eigen land wordt niet vergeten. Een reispas aanvragen duurt nu nog slechts 5 werkdagen.

Inzake de beveiliging van de paspoorten heeft ons land een voortrekkersrol. We waren het eerste land om de afgifte van paspoorten met elektronische chip te veralgemenen. Eind 2006 zal ongeveer 65 % van alle Belgische paspoorten met zo'n chip zijn uitgerust. Niet enkel de chip, maar ook de andere veiligheidskenmerken worden voortdurend afgestemd op de Europese regelgeving en de ICAO-normen. Dit heeft ons een duidelijk voordeel gegeven in de strijd tegen vervalsing en namaak.

Visumafgifte als sluitstuk van het immigratiebeleid

Ook op het vlak van visumafgifte speelt Buitenlandse Zaken een bepalende rol. Op dit ogenblik worden 71% van de visa ambtshalve afgegeven door de ambassades en consulaten. De overige 29% van de aanvragen worden voor advies en beslissing overgemaakt aan de Dienst Vreemdelingenzaken (de Minister van Binnenlandse Zaken), die de eindbevoegdheid heeft wat betreft de toegang en het verblijf van vreemdelingen op het grondgebied.

De strijd tegen visumfraude en illegale immigratie staat hierbij centraal. Hierover onderhouden we een permanente en diepgaande dialoog met de Senaat. Doordat vandaag veel sneller beslist wordt over visumaanvragen is er meer tijd en energie voor onderzoek naar echte risicodossiers. België staat ook hier aan de top inzake de toepassing van de moderne technologie. Samen met Frankrijk zijn we de pioniers van de registratie van biometrische gegevens bij visumaanvragers, meer bepaald met het BIODEV-project. In 2008 moet dit uitmonden in het Visum Informatie Systeem waarbij deze data geregistreerd worden in een centrale databank voor de ganse Europese Unie. Deze techniek moet toelaten nog beter fraude te voorkomen.

Federale verkiezingen

Voorts worden de nodige schikkingen getroffen voor een vlot verloop van de federale wetgevende verkiezingen voor de Belgen verblijvend in het buitenland. In 2003 waren er 114.000 kiezers in het buitenland ingeschreven.

Les Belges à l'étranger doivent s'inscrire eux-même, cela ne peut pas se faire automatiquement comme pour les Belges à l'intérieur du pays, puisque la loi prescrit que chaque électeur a le droit de choisir individuellement sa commune d'inscription et le moyen de vote (personnellement à l'ambassade, par la poste, etc.).

Cette vaste opération a démarré, il y a quelques mois déjà, avec l'impression des formulaires nécessaires, qui sont mis en enveloppe aux ambassades et consulats et qui sont prêts à l'envoi.

Le ministre des Affaires étrangères,

K. DE GUCHT

De Belgen in het buitenland moeten zich zelf inschrijven, dat kan niet automatisch verlopen zoals voor wie in België woont omdat volgens het kieswetboek elke kiezer vrij en individueel kiest voor een gemeente van inschrijving en voor een stemwijze (persoonlijk op de ambassade, per brief, etc).

Deze grote operatie is al maanden geleden gestart met het drukken van de nodige formulieren, deze liggen in enveloppen klaar in de ambassades en consulaten voor verzending.

De minister van Buitenlandse Zaken,

K. DE GUCHT